

Bruno Ben Moubamba

**La peur est finie !**

**Peuple Gabonais, lève-toi et marche !**



*Mon parcours*

***A tous mes frères et sœurs Gabonais, en message d'espoir et de ferme volonté,***

*A mes Ancêtres, sans qui je ne serais pas devenu l'homme que je suis,*

*A Henriette, ma mère, femme courage, modèle de foi et de persévérance,*

*A mes grands frères, Pierre et Flavien, victimes de la mauvaise gouvernance au Gabon,*

*A Virginie, mon épouse, pour sa confiance et son amour sans faille,*

*A mes enfants, Augustin, Thomas et Benoît, afin qu'ils soient des hommes libres et debout,*

*A mes beaux-parents, pour leur amour et leur soutien constant en toute circonstance,*

*A tous les hommes et les femmes épris de Justice et de Vérité,*

Nous vivons, après le décès du président Omar Bongo Ondimba, un tournant dans la vie de notre pays.

Devenu progressivement un homme public déterminé à porter au plus haut les espérances du Peuple dont je fais partie, sollicité de toutes part, j'ai décidé de présenter ma candidature aux élections présidentielles Gabonaises anticipées de 2009. C'est pourquoi il est aujourd'hui important pour moi de vous partager mes racines et mon parcours.

Une campagne présidentielle est un moment grave, intense, difficile. Les coups sont nombreux et les attaques à la réputation faciles à porter. Ils ne manqueront pas. Pour ma part, je contredirai avec force ceux qui m'attaqueront de face. Ce texte vous aidera à contredire les mensonges 'privés'.

Journaliste, formé en communication, en philosophie et en sciences politiques, chef d'entreprise, initiateur de nombreux projets, conseiller politique, Président de l'Institut Edith Stein, conférencier et porte-parole des Acteurs Libres de la Société Civile Gabonaise, je suis un homme d'échange, de dialogue et surtout d'action.

Je suis engagé depuis dix ans dans l'action humanitaire au Gabon en faveur des enfants et des populations, notamment en brousse à Sindara. Je connais bien mon pays et ses habitants, les craintes pour le futur et le profond espoir de changement. En homme d'action et de convictions, je souhaite participer à ce changement, à cette libération de notre pays.

Il serait trop long de relater les nombreux et riches échanges avec ceux que mes activités professionnelles, associatives et politiques m'ont permis de rencontrer : des paysans aux entrepreneurs, des instituteurs aux ouvriers, des diplomates aux prix Nobel de la paix, des ministres aux Chefs d'Etat et bien sûr tous mes compatriotes, de tous milieux, ethnies et conditions, qui m'ont encouragé à me lancer dans la bataille électorale.

Pour me présenter à vous, j'ai choisi de retracer avec vous les grandes étapes de ma vie et les expériences de vérité qui ont forgé ma force de caractère, ma foi, et ce qui a affiné ma volonté pour mon pays tout au long de ma vie au Gabon, en France et même au cœur de la guerre de Bosnie.

**Puisse mon histoire rejoindre la vôtre.**

## Une histoire gabonaise dans l'Histoire africaine

Il est bon parfois de s'arrêter et de regarder. En faisant cela aujourd'hui, mes yeux portent sur Sindara au cœur du Gabon. Dix années déjà de lutte pour que les enfants puissent bénéficier d'une bonne scolarité, d'un internat, pour que les populations reçoivent des soins infirmiers basiques, pour que ce site historique ne s'effondre pas sous la jungle. J'ai eu raison, avec les volontaires Gabonais, Français, Burkinabés, Algériens et tous les membres de l'Institut Edith Stein, que j'ai fondé en 1998, d'entreprendre ce travail, de relever ce défi.

Beaucoup disaient au début « ils ne tiendront pas trois mois ! ».  
Et dix ans plus tard je le dis, nous avons tenu !

Beaucoup aujourd'hui disent : le Gabon ne se relèvera jamais.  
Je le dis : le Gabon se mettra debout !

Il est vrai pourtant que reprendre ce site immense de 100 hectares, ce sanctuaire marial vieux d'une centaine d'années laissé à l'abandon en pleine forêt équatoriale depuis près de 20 ans était une gageure. Mais je ne me suis pas laissé influencer. J'ai voulu aller jusqu'au bout car il était juste de le faire et de répondre à l'appel, juste lui aussi, qui m'était lancé par le vieux père Zacharie, missionnaire alsacien depuis 50 ans au Gabon, tant attaché à ce sanctuaire. Vous verrez d'ailleurs que cette détermination que rien ne peut arrêter est, comme le dit souvent mon épouse, « ma marque de fabrique ».

Non, il n'y a pas de fatalité, nous sommes tous acteurs de notre destin.

Sindara. Qui pouvait imaginer, lorsque je suis arrivé avec quelques volontaires dans ce lieu perdu au milieu de la forêt à près de six heures de route de Libreville, que nous y ferions revivre l'école, que notre petit dispensaire sauverait des vies, que nous ouvririons chaque année un niveau supplémentaire du collège pour que les enfants ayant réussi l'examen d'entrée en 6<sup>e</sup> n'arrêtent pas leurs études ?

Sindara. Quelle folie ! Peu d'argent, pas de meubles, pas d'électricité, pas d'eau courante, pas de voiture. Pourtant nous avons réussi, je dis « nous » car il s'agit d'une œuvre collective. Le peu de moyens a été largement compensé par notre détermination.

Sindara. Ce n'est pas un lieu anodin à mes yeux. En plus de son aspect historique, architectural, c'est aussi un souvenir personnel. Enfant, j'y allais en colonie de vacances avec les Pères et c'est là que j'ai appris à jouer mes premiers accords de guitare. Avant d'être abandonnée à cause de l'exode rural, la mission de Sindara était florissante, lieu de formation renommé, agriculture, ... J'ai toujours été sûr qu'elle le redeviendrait et qu'elle pourrait devenir l'archétype de tout ce que le Gabon pourrait être s'il était bien géré.

Oui, au-delà de ses paroles c'est avant tout à ses actes que l'on juge un homme.

Avant de porter mon regard sur l'histoire de ma vie et afin de la mettre en perspective, je voudrais retracer rapidement avec vous l'histoire du Gabon, mon pays.

## Le Gabon : Histoire de notre pays

Le Gabon s'est peuplé par vagues successives d'immigrations jusqu'au XIXe siècle, tout d'abord par les Pygmées puis plus massivement par les Bantous, de nos jours majoritaires.

C'est lors de ce processus qu'accostèrent au XVe siècle les premiers Européens, des Portugais. C'est d'ailleurs eux qui, en 1472, donnèrent à la terre qu'ils venaient de découvrir le nom de 'Gabon'. 'Gabão' en portugais signifiant "caban", en rapport avec la forme de l'Estuaire qui borde les côtes de Libreville. 'Gabão' se transforma ensuite en 'Gabon'. Jusqu'au XVIIIe siècle, les tribus côtières entretenirent des relations commerciales avec les Européens. La France occupa progressivement le Gabon à partir du milieu du XIXe siècle. La marine française obtint notamment le droit de construire une base navale sur la rive gauche de l'estuaire puis quelques temps plus tard sur la rive droite. Cette base constituera le point de départ de la création d'une colonie au Gabon. En 1849, trente esclaves libérés en mer furent débarqués au pied du fortin français et installés à proximité. C'est ainsi que naquit notre capitale 'Libreville'.

A l'origine notre pays était partagé entre plusieurs tribus, elles-mêmes divisées en clans. Les clans restaient indépendants les uns des autres même si certains chefs traditionnels disposaient d'une autorité très large.

A la suite de la guerre franco-prussienne de 1870 qui vit la défaite des troupes françaises face aux armées de Bismarck, il fut question pour la France d'échanger le Gabon contre la Gambie. Selon la légende, c'est l'insistance de monseigneur Bessieux, le fondateur de l'église catholique au Gabon qui permit que l'échange n'ait pas lieu. Il est probablement plus historique qu'à cette époque la France compte sur le Gabon et sur les immenses richesses de l'Afrique pour renouer avec sa gloire passée.

Les missions d'exploration du Gabon vont par conséquent s'intensifier. Celle du marquis de Compiègne en 1874 qui remonta l'Ogououé, celles de Savorgnan de Brazza qui reconnut le Haut-Ogououé et la majeure partie de ses affluents et qui continua son exploration jusqu'au Congo où il fonda Brazzaville. Le petit comptoir côtier du Gabon ne cessa donc de s'étendre durant tout le XIXe siècle, pour devenir un pays, notre pays.

En 1910, la Colonie du Congo français est remplacée par la Fédération de l'Afrique Equatoriale Française qui servira de cadre administratif jusqu'à l'indépendance de notre pays en tant que République, le 17 août 1960.

C'est Léon Mba qui, avec le soutien de la France, devint le premier Président de la République du Gabon. Il décèdera sept ans plus tard et sera remplacé à la Présidence par son vice-président, Albert Bernard Bongo, dont le règne devait durer plus de 40 ans...

Si la cohésion du pays nous a permis d'éviter les malheurs de certains de nos voisins qui ont, hélas, connu la guerre sur leur sol, il nous faut maintenant nous appuyer sur cet acquis pour enfin moderniser notre pays et pour en faire d'ici une décennie le modèle de l'Afrique équatoriale en matière de transports, de logement, de santé publique et d'éducation.

C'est pour réaliser cette modernisation que j'ai décidé de me présenter à la prochaine élection présidentielle dans notre pays.

Je placerai le Peuple Gabonais au centre de toutes les politiques publiques. Je dénonce le scandale de la pauvreté de masse, de la souffrance physique et psychique. Je ne veux plus voir les enfants étudier dans des conditions indignes ; je ne veux plus voir les familles gabonaises vivre dans l'inconfort et dans le malheur.

Je parle de ces sujets car je les connais parfaitement.

J'ai grandi à Libreville, dans le quartier de la Sorbonne, dans une maison qui ressemble à celle de la plupart des gabonais : une maison de planches et au sol en terre battue. Pendant les saisons des pluies, elle était entièrement inondée et je garde des souvenirs d'heures de terreur lorsqu'à trois ou quatre ans ma mère m'asseyait en haut d'une armoire en bois à laquelle elle s'accrochait pour que je ne me noie pas.

Je me souviens de la faim à en pleurer lorsque nous n'avions plus de quoi acheter même un sac de riz pendant trois jours, je me souviens des rats, des moustiques, de ce camion rouge dans une vitrine de magasin et du visage fermé de ma mère qui ne pouvait pas me l'offrir, je me souviens de nos jeux dans les dédales du quartier avec des bouteilles vides et des capsules, je me souviens des heures d'attente à l'hôpital général pour une injection d'antipaludéen, je me souviens de tout, comme tous les gabonais.

C'est aussi mon histoire. C'est elle qui me donne la force de ne jamais céder, qui me pousse à agir toujours, à ne jamais baisser les bras, envers et contre tout. Ce désir d'action n'est pas synonyme de revanche, c'est celui d'un homme de 42 ans qui souhaite offrir à ses trois enfants et à tous ses compatriotes un Gabon où vivre est une fierté.

## **Mes racines**

Je suis Bruno Ben Moubamba. Je suis né à Libreville le 4 janvier 1967.

Je suis le fils de Louis-Marie Moubamba et d'Henriette Bouanga.

Mes parents sont issus de la Nation Punu organisée en neuf clans. Mon père est un Bagambu. Ma mère est une Bassumba.

Mon caractère affirmé me vient sans aucun doute de la force de mes racines. Je compte notamment parmi mes ancêtres Nyonda Makita, grand résistant Gabonais qui n'a jamais cédé devant les humiliations coloniales et qui les a toujours combattues au péril de sa vie. Les Punus sont connus pour défendre toujours leur honneur et leur dignité.

Le Gabon compte de nombreuses ethnies et l'ethnie donne à chaque Gabonais ses racines, une histoire, son appartenance à une culture, à des valeurs. Cette approche est essentielle pour tout homme et toute femme. Les ethnies ne sont pas facteur de division, même si certains petits politiciens aiment à les opposer les unes aux autres, mais elles sont facteur de richesse et le Gabon est un pays dans lequel les ethnies sont mélangées, se fréquentent et se connaissent. La Nation gabonaise existe bel et bien, le sentiment patriotique fait partie aujourd'hui du peuple qui habite ce pays.

Ma mère était donc issue d'une chefferie. Son père, mon grand-père Moussavou, était un chef traditionnel des environs de Moabi dans le sud-ouest du pays. Il avait cinq épouses dont ma grand-mère, Massunga. Mon oncle Koumba est aujourd'hui le chef de ce clan dont je suis l'héritier.

Ma grand-mère m'a toujours été décrite comme une femme au très fort caractère, n'abdiquant jamais sa dignité quelles que soient les situations rencontrées.

Ma mère nous racontait souvent que Massunga s'était un jour opposée à un soldat français qui lui avait manqué de respect et qu'elle finit par être emprisonnée avec elle, encore nourrisson. Ma mère devenue petite fille fut accueillie par la femme du commandant français qui commença son éducation avec son jeune fils Augustin et après quelque temps put regagner notre village, mais ma grand-mère ne fut libérée que bien plus tard. Elle ne montra à personne ce qu'elle avait souffert et ne se plaignit jamais de son état de santé devenu précaire. Elle mourut peu de temps après sa libération.

Cette histoire familiale m'a toujours marquée. Elle a ancré en moi l'idée qu'il ne faut jamais renier ses convictions, que le courage c'est d'aller au bout de ses idées, de rester droit et de ne jamais se renier.

C'est probablement aussi de là que vient mon dégoût de l'injustice, du pouvoir sans contre-pouvoir, du jugement sommaire, de la condamnation sans fondement.

La justice doit préserver les libertés. La justice que je veux au Gabon, c'est une justice qui garantisse les libertés individuelles, qui respecte la présomption d'innocence, qui porte attention à la dignité des prisonniers, qui défende les victimes, qui ne soit pas achetable, qui traite tous les hommes avec égalité et objectivité.

### **Un des milliers d'enfants des bidonvilles de Libreville**

Je suis né au Mont-Bouët, un bidonville de Libreville. Ma mère vivait jusque là à Lambaréné avec mon père Louis-Marie Moubamba auquel elle s'était mariée traditionnellement.

Mais les frères de ma mère n'ont jamais accepté ce mariage et il s'en est suivi des intrigues qui ont toujours été mystérieuses pour moi. Ils l'enlevèrent et l'emmenèrent avec eux à Libreville alors qu'elle était enceinte de moi. Elle y fut installée avec Alphonse Mabika, dit Papa Alphonse, maçon de métier, qui deviendra le Chef de famille.

J'étais le troisième enfant de ma mère qui avait déjà eu deux garçons avec mon père, Louis-Marie Moubamba : Pierre et Flavien. Nous avions tous les trois en commun la passion, celle de servir, de créer, de ne pas être passifs. Des mentalités de « constructeurs ». Flavien s'orienta vers la musique, il fit des concerts comme guitariste jusqu'aux Etats Unis, Pierre devint un enseignant reconnu et très apprécié. Moi j'étais un leader, toujours en train de lancer un nouveau projet, entraînant un tas de monde avec moi.

Personne ne peut avoir de bons souvenirs de la vie dans les bas quartiers du Gabon, tout y est trop dur et trop injuste chaque jour. Pourtant humainement, c'est aussi toute cette souffrance qui peut construire ou détruire un homme. Pour ma part, je sais que ma force d'aujourd'hui me vient aussi de là. Il me revient souvent en mémoire cette phrase de Soljenitsyne, grand écrivain russe violemment persécuté par le Communisme : « Si je n'avais pas souffert, aurais-je été meilleur ? Et du fond des enfers j'entends ces voix qui me répondent : « Parle toujours, toi qui t'en es sorti ! ». Oui je m'en suis sorti et je ne cesse d'entendre les voix des miens qui sont toujours esclaves d'une misère et d'une peur que nous avons aujourd'hui les moyens d'arrêter.

Notre lumière dans le matiti ? Ma mère, Maman Henriette. Elle priait avec ferveur saint Michel et nous disait d'en faire autant lorsque tout espoir semblait perdu ou que des orages effrayants tournaient sur Libreville. Elle se levait très tôt chaque matin pour aller à la messe, rentrait et nous préparait le petit déjeuner avant de nous lever, de nous préparer pour l'école et de partir faire les ménages ou la cuisine. Notre petite maison, c'était quand même notre foyer et il faut dire qu'à l'époque, pourtant déjà terrible, les conditions étaient moins dures que celles d'aujourd'hui car les choses n'ont fait qu'empirer depuis.

Ma mère eut deux autres enfants avec Papa Alphonse. Nous étions cinq et elle nous éleva quasiment seule, mon beau-père travaillant énormément pour nous nourrir.

Tout au long de cette enfance, j'étais un enfant mystérieux, à la fois vedette à l'école et très intérieur, ne révélant rien de lui-même. Je me sentais comme « mis à part » par la vie, pris dans des questionnements métaphysiques. Je me revois enfant, la nuit, me posant des questions existentielles en regardant les étoiles : « pourquoi y a-t-il quelque chose plutôt que rien ? ».

\*

\* \*

Scolarisé à l'école de la Sorbonne, j'étais en CP1 lorsque j'ai invité un de mes copains chez moi. Je le fais descendre les escaliers de parpaing et de planches jusqu'au fond du quartier, marcher sur des

taules pour éviter les eaux usées sur le sol, voici la cour, voici ma 'maison'. Nous avons de la chance aujourd'hui il y a du pain et de la margarine pour goûter.

Il eut une réaction dont je me souviendrais toute ma vie. Regardant autour de lui avec une moue à la fois surprise et méprisante il me dit : « Alors c'est ici que tu habites ? » et pour la première fois de ma vie j'ai eu : honte. Honte de ma maison, honte de ma famille et j'ai pris conscience, à l'âge de 5 ou 6 ans, que j'étais : un pauvre.

Il y eut un avant et un après.

A partir de ce jour, plus personne ne sut où j'habitais. Plus grand, lorsque des amis me raccompagnaient en voiture, je me faisais déposer plus loin dans un meilleur quartier, et je finissais mon chemin à pied.

Ce moment pourtant anodin à nos yeux d'adultes est fondamental dans une vie d'enfant. Toutes ses illusions tombent, il reçoit en plein visage la réalité et la bêtise des hommes. Il est pauvre, il n'est qu'un pauvre et il sera toujours emprisonné dans ce mot : pauvre.

J'insiste sur ce moment car il a certainement été clé dans ma vie. J'ai compris très tôt que si je ne me battais pas, je ne m'en sortirai jamais et que personne ne m'aiderait. Contrairement à beaucoup d'enfants de mon quartier qui y vivent toujours aujourd'hui, j'ai eu la rage, je me suis battu pour m'en sortir. J'ai eu de la chance aussi, comme une bonne étoile qui m'a toujours mené où il fallait. Je m'en suis sorti et je suis convaincu que je ne m'en suis pas sorti pour moi, pour mon petit confort. Je m'en suis sorti pour vous, pour mon peuple auquel je dois tout.

Je me souviens, lorsque adolescent, après une journée avec mes amis, je revenais dans mon quartier sordide et que je me prenais à crier en moi-même, serrant les poings et les dents : « Non ! Je ne suis pas d'ici ! Je ne suis pas d'ici ! ». Jamais je n'ai accepté qu'on me réduise à un pauvre, jamais je n'ai regardé un pauvre comme un pauvre. Jamais non plus je n'ai donné de valeur à une personne parce qu'elle est riche. Non, la valeur d'un homme ne se mesure pas à ses biens ni à son pouvoir. Ma mère, sans argent, illettrée et en mauvaise santé est à mes yeux, comme la plupart de nos mamans du Gabon, bien plus grande que des millionnaires gras et repus de pouvoir mal utilisé qui sans leur fortune n'auraient plus aucun « ami ». Ils sont vides à l'intérieur.

Oui, j'avais la rage de m'en sortir, de défendre ma dignité, de ne pas me laisser humilier. Et j'avais décidé que j'y arriverais !

Quel sentiment de détresse et d'injustice m'habitait lorsque, étant en vacances et encore trop jeune pour rester seul, j'accompagnais ma mère pendant ses ménages dans les luxueuses villas du bord de mer et que nous rentrions « chez nous ». Le contraste me saisissait. Comment était-ce possible ? Pourquoi ce confort incroyable la journée et cette saleté, les rats, les moustiques le soir ?

Enfant, je me cachais lorsque des religieuses descendaient dans le quartier avec des cadeaux pour les « enfants pauvres ». Jamais je n'ai accepté d'en recevoir un, jamais je n'ai voulu qu'on me fasse un cadeau « parce que j'étais pauvre ». Les sœurs prenaient ma réaction pour de l'insolence.

\*  
\* \*

J'accompagnais souvent ma mère à la messe à l'Eglise Saint Michel et je fus remarqué par les Pères. Ils lui proposèrent de me faire entrer au petit séminaire Saint Jean dont elle deviendrait plus tard la cuisinière. J'y fus interne et j'en garde plutôt de bons souvenirs malgré la sévérité de l'enseignement et des punitions.

C'est là, âgé d'une dizaine d'années que je suis tombé par hasard sur le livre de Jean-Jacques Rousseau, philosophe français du 18<sup>e</sup> siècle, le « Discours sur les causes de l'inégalité parmi les hommes ». Ce titre me frappa. J'étais d'accord ! Je me revois encore me forçant à lire ce livre d'un bout à l'autre sans rien y comprendre, à cause de son titre.

Un week-end à l'internat, les pères nous montrèrent un film sur l'ascension de l'Everest. C'était une étrange idée. Mais ces paysages incroyables, cette neige, ces montagnes crevant les nuages, ces aventuriers, ce froid... il existait donc autre chose ? Le monde ne se limitait pas au quartier, ne se limitait pas à la Sorbonne et à l'internat, pas à Libreville. Ce fut un jour important qui est gravé dans ma mémoire, je pris conscience de l'immensité du monde, de tout ce qu'il y avait à découvrir. Mon univers s'était ouvert.

\*  
\* \*

Les vacances étaient souvent synonymes d'immenses moments d'ennui. Certaines années à Lambaréné, j'accompagnais ma mère aux champs, je jouais à l'explorateur dans la jungle. D'autres années nous restions à Libreville... pas de jouets, très peu de livres, heureusement quelques BD Marvel achetées pour presque rien à la gare routière, des semaines et des semaines à tourner en rond dans le quartier et à jouer avec les enfants des alentours.

C'est au cours d'une de ces interminables vacances que je me suis rabattu en désespoir de cause sur le seul livre de la maison qui pourrait m'occuper plusieurs heures : la Bible.

Je l'ai lue comme un roman, comme une épopée. J'ai vécu comme des aventures fantastiques les vies de Noé, Abraham, Moïse, David, des prophètes Isaïe, Elie, Jérémie et bien entendu la vie de Jésus et de ses apôtres. Et cette lecture de vacances est devenue une nourriture pour toute ma vie. Ses psaumes, sa sagesse, et les innombrables enseignements qu'on peut tirer de ses textes me reviennent souvent en mémoire selon les circonstances.

Un des moments clé de mon enfance, fut également la découverte du Centre Culturel français Saint Exupéry et de sa bibliothèque. J'y passais désormais l'essentiel de mes vacances. Tout m'intéressait et aucun sujet ne me paraissait hors de portée, quitte à ne rien comprendre parfois à ce que je lisais. J'étais un enfant assoiffé de connaissance des autres et du monde.

\*  
\* \*

J'étais un élève moyen mais pas mauvais. Pourtant, lorsque j'entrais au Collège Sainte Marie, mes professeurs décidèrent de me faire suivre des études plus courtes en raison de mon milieu social. Pourtant jeune j'ai compris immédiatement que si cela se réalisait, mon avenir se refermerait et j'ai lutté, j'ai harcelé le secrétariat, mes professeurs, et finalement, au bout de deux ans, ils ont cédé. Je suis donc revenu dans le cursus général au Collège Bessieux, directement en classe de 4<sup>e</sup>. Rattraper le niveau ne fut pas facile.

Un jour, alors qu'il nous rendait un devoir, mon professeur de mathématiques se moqua de mes mauvais résultats devant toute la classe. Cette humiliation démultiplia ma rage de dépasser ce nouvel obstacle. Non, on ne m'enfermerait pas dans le cancre en mathématiques. Je suis allé chercher des livres à la bibliothèque, je me suis mis à travailler seul tous les soirs, les week-ends. Au second trimestre j'approchais la moyenne, au troisième, je la dépassais.

\*  
\* \*

Mon adolescence fut, comme pour beaucoup d'entre nous, marquée par notre idole, Mickael Jackson. J'avais même réussi à me procurer un gant blanc, un perfecto rouge. J'étais un fan absolu et personne n'avait le droit de le critiquer en ma présence. Au moment où j'écris ces lignes, nous venons de vivre sa disparition. Mickael Jackson, j'écoute avec plaisir ses plus grands tubes, ils me donnent toujours du courage. A l'époque j'étais même un fin danseur et il m'arrive encore aujourd'hui avec mes enfants, sous les rires de mon épouse Virginie, d'esquisser quelques pas de moonwalk...

\*  
\* \*

Mes bons résultats scolaires ne m'avaient pas néanmoins réconcilié avec la réalité de ma vie. Pour tous mes nombreux amis, j'étais un leader, un animateur, le chef de bande qui a toujours une nouvelle idée. Personne ne savait qui j'étais au fond, la souffrance qui m'habitait, l'absence de mon père inconnu, la pauvreté de ma famille pour laquelle je ne pouvais rien. Mon mal-être transparaissait dans mes colères imprévisibles, dans ma dureté apparente parfois. Un jour au lycée, je ne sais plus pour quelle raison, j'avais été jusqu'à lancer une chaise sur un de mes professeurs ! Qu'allais-je devenir ? Que pourrait-on faire de moi ? Quel avenir ?

Je ne crois pas au déterminisme. La plupart des gabonais pensent aujourd'hui qu'ils ne peuvent rien faire, et même parfois qu'ils ont mérité de souffrir. Qu'il faut prier... Oui il faut prier, mais il faut aussi agir, se lever, affirmer notre dignité et notre liberté. Cesser d'avoir peur !

Martin Luther King a fait plier les Etats Unis d'Amérique, qui humiliaient les Noirs, par des marches ! De simples marches pacifiques ! Aucune arme. Oui c'est vrai, des gens sont morts, mais les autres n'ont pas cédé car leur combat était juste. Et les morts ne sont pas morts pour rien. Oui Martin Luther King a été assassiné, mais le Peuple Noir ainsi que de nombreux Blancs ont continué la lutte. Ils l'ont emporté et aujourd'hui, un Noir est Président des Etats Unis d'Amérique !

Nous sommes capables d'en faire autant si nous comprenons enfin que nous sommes des Hommes et des Femmes libres, que l'esclavage est fini et qu'il n'est plus question que nous soyons terrorisés et maltraités, en plus par nos propres frères !!

Oui, notre pays est insolemment riche. En quelques années, il n'y aura plus de bidonvilles. Nous lancerons une restructuration urbaine majeure afin de permettre à chaque Gabonais de pouvoir se loger, enfin, dans une vraie maison en dur, avec l'eau potable, l'électricité sans coupure, l'assainissement...

Je veux que la question du logement soit au cœur du programme de l'Etat. Le logement constitue la base de notre vie, c'est là que se construisent et se réunissent les familles. C'est là que l'on peut se reposer, grandir, vivre et s'aimer. La maison, c'est le lieu des racines, ce sont les souvenirs d'enfance. Tous les enfants dessinent spontanément des maisons. Dès le plus jeune âge et tout au long de la vie, avoir un chez soi, avoir sa chambre, son foyer, est indispensable.

J'aime mon pays et mon peuple, je ne peux pas tolérer que rien ne soit fait pour son bien. Je ne peux pas tolérer que nos mères meurent dans la misère, sans soins, que nos enfants crèvent parce que les parents n'ont pas de quoi payer une injection ! J'en parle avec mes entrailles, le peuple Gabonais, c'est la chair de ma chair et je n'accepte plus qu'on continue encore à le maltraiter avec mépris.

Je suis réputé pour être un orateur aux convictions ancrées, mais plus encore, je suis un homme d'actes. Ce que je dis, je le fais.

## Quand la foi entra dans ma vie

Nous connaissons tous l'histoire biblique du « Chemin de Damas ». Paul, persécuteur des premiers chrétiens, est en chemin pour la ville de Damas. Le Christ éblouissant lui apparaît et Paul se convertit de façon fulgurante. Il devint un des plus grands évangélistes de tous les temps.

Cette conversion « éclair » m'a toujours fascinée. Ce « gros dur » sans pitié, devenu un homme prêt à tout perdre pour sa foi. Cela en quelques secondes.

Ma mère nous avait toujours éduqués dans la foi chrétienne, essentiellement par son exemple. Ne sachant pas lire, elle me racontait souvent les passages de la Bible sculptés sur les piliers de l'Eglise Saint Michel de Libreville. Nous la voyions souvent prier le chapelet, invoquer Saint Michel. Mais cette foi n'était pas la mienne. C'était une foi de paysanne que je n'étais pas loin d'assimiler à de la superstition même si je la respectais.

Un jour pourtant, j'ai vécu, moi aussi, mon Chemin de Damas.

J'étais en classe de seconde au collège Bessieux (du nom de l'évêque français qui fonda l'Eglise au Gabon en 1844) et une rencontre fut organisée avec un séminariste Ivoirien, Victor, qui venait témoigner devant les élèves de son cheminement. Comme toujours, j'étais assis au fond de la classe, faisant mine de ne pas écouter en me balançant sur ma chaise, entouré de ma « bande ». Je me souviens peu de son témoignage, mais je n'oublierai jamais ce qu'il dégageait comme vérité, son rayonnement. Il nous raconta la parabole du Fils Prodigue. Ce fils, parti dilapider son héritage dans les fêtes et distractions, qui, ruiné, revint supplier son père de le prendre comme ouvrier. Et ce Père qui, voyant son fils en guenilles revenir au loin courut vers lui, lui ouvrit ses bras, l'habilla, lui mit une bague au doigt et fit un grand banquet pour fêter son retour : « mon fils qui était mort est revenu à la vie ».

Quelque chose se brisa en moi.

Je compris avec violence que mon mal-être intérieur était fondamentalement lié à l'absence de mon père. En un instant je ressentis au plus profond de moi la Paternité Divine. Le vide intérieur fut soudain comblé et je pris conscience de l'Eternité, du temps limité que nous avons à vivre ici-bas. Tout bascula autour de moi et la foi entra dans ma vie comme un torrent.

Sauvé par le gong, c'était l'heure de la pause.

Je sortis dehors les larmes aux yeux : « non j'ai une poussière dans les yeux ». Moi, le meneur, le gros dur, je cédaï, je m'inclinai et j'étais heureux d'une manière que je ne connaissais pas. Même la couleur du ciel avait changé.

A compter de ce jour ma vie se transforma du tout au tout. Je fis la connaissance d'Estelle Satabin, une française qui vivait au Foyer de Charité de Libreville. Elle m'apprit à prier, me fit découvrir le Renouveau, ce mouvement catholique qui insiste sur la liberté dans la foi et dans son expression, un vent puissant soufflait à cette époque sur l'Eglise catholique au Gabon et dans le monde. Estelle était une personnalité exceptionnelle et avait dévoué toute sa vie aux plus misérables du Gabon : les prisonniers, les fous, les sidéens, les mourants, ... Elle les lavait, les soignait, elle avait créé tout un service pour les mourants auxquels elle permettait de quitter ce monde entourés et dans la dignité. Je me suis engagé à ses côtés, et pendant des mois, avec mes amis, nous allions tous les week-ends prendre soin des malades, des vieux, des fous. Nous les avons lavés, nous les habillés, nous prié avec eux, prié pour les mourants. Et nous étions heureux. Ce n'était pas un effort, c'était une joie. Nous étions tout un groupe de jeunes à y consacrer notre temps et à découvrir la force que donne l'amour de son prochain. Nous étions plongés au cœur de la souffrance et de la misère, au cœur de ce que le Gabon a de plus injuste, mais nous n'avons jamais désespéré.

J'ai vu les fous enfermés dans des cellules sordides, pleines d'excréments depuis des années, j'ai vu des malades dans des souffrances effroyables, sans soins, j'ai vu l'absence de médicaments, le refus de l'hôpital de les soigner faute d'argent.

C'est pour eux, pour tous les souffrants d'aujourd'hui que j'insiste dans mon programme présidentiel sur la nécessité de prendre, au plus vite, des dispositions fortes et concrètes pour l'accès aux soins. Les soins de base doivent être donnés gratuitement. La sécurité sociale fait partie de la Charte Universelle des Droits de l'Homme et elle est due à tous. Nos excellents médecins, spécialistes, personnels de santé doivent enfin avoir les moyens de travailler, avoir du matériel, des pharmacies équipées, des locaux propres, désinfectés. Les médecins ne doivent plus accepter de laisser les gens mourir faute de moyens. Comment peut-on laisser notre élite être traumatisée chaque jour par l'impuissance dans laquelle on la maintient ?

Une grande Nation ne peut plus laisser mourir ses enfants.

\*  
\* \*

Je devins rapidement un animateur renommé de groupes de prière du Renouveau, je créais la première chorale des jeunes à la Cathédrale Sainte Marie, et peu à peu mon engagement me fit remarquer par Monseigneur Anguilé, Archevêque de Libreville. Il décida de m'envoyer avec ma grande amie Solange Kouya, à Rome, pour représenter l'Eglise du Gabon lors des premières Journées Mondiales de la Jeunesse. Nous sommes en 1985, j'ai 18 ans.

Je passais les frontières du Gabon pour la première fois et je mettais les pieds en Europe. Des rues propres, des autoroutes, de l'électricité même en pleine campagne, le téléphone et l'eau potable dans toutes les maisons. Je le savais, mais là je le voyais.

Rome, ville d'histoire millénaire et ce rassemblement de milliers de jeunes du monde entier autour de Jean Paul II. Ce fut un moment fort, un moment universel dans un cadre exceptionnel, le Vatican. Solange et moi avions l'honneur de représenter à nous seuls notre pays, le Gabon. Quelle responsabilité, quelle fierté. Et voir Jean Paul II, cet homme immense, à l'époque au sommet de sa forme, il nous a subjugués. Il a toujours incarné pour moi l'image du Père par son amour, sa force, sa droiture, sa sécurité.

C'est ainsi que je voulais vivre ma foi. Outre la force inépuisable qu'elle donne, la liberté qu'elle rend possible, elle est ouverture, accueil, pardon, mais aussi vérité et exigence.

Le fait que je sois chrétien, même si cela n'influence pas la politique d'un pays qui est laïc et doit le rester, c'est aussi pour vous une garantie de droiture de ma part, car même si vous ne partagez pas ma foi, vous en partagez certainement les valeurs de Justice, de Vérité, de Protection des plus faibles, d'Egalité, de Pardon, etc.

Dans mon projet politique, je place l'homme au-dessus de tout et surtout au-dessus de l'argent. Mon expérience m'a montré que de nombreuses choses ne s'achètent ni ne se règlent avec de l'argent. On peut avoir beaucoup d'argent et ne rien faire de bon, les exemples en ce sens ne manquent malheureusement pas au Gabon. On peut ne pas en avoir et faire de grandes choses. Ce n'est pas l'argent qui décidera de mon engagement ou non. C'est moi et moi seul. S'intéresser à l'argent avant de s'intéresser à l'homme c'est manquer de profondeur, c'est être petit, là où au contraire, il faut être grand.

Tout homme, quelle que soit sa foi ou son absence de foi, doit transcender les cultures et les conditions pour ne voir dans les autres que son frère.

## France !

Suite aux JMJ de Rome et à ma petite notoriété dans le Renouveau au Gabon, je suis invité l'année suivante à participer à des rassemblements de jeunes en France. J'y découvre des communautés chrétiennes, je m'y fais des amis.

En 1987, après avoir obtenu mon baccalauréat, série B, au collège Bessieux, Estelle Satabin et une famille française habitant à Libreville me proposent de faire mes études supérieures en France, ils connaissent une famille qui pourra m'héberger et me prendre en charge, n'étant pas boursier. Après réflexion et malgré la douleur de ma mère, j'accepte. C'est une opportunité qui n'est pas offerte à tous les étudiants, surtout venant de mon milieu social. Et puis je me demande si je n'ai pas une vocation sacerdotale, fréquenter les communautés du Renouveau en France pourra sans doute me permettre de discerner et en tout cas, de continuer à être un animateur.

Lorsque je suis arrivé en France, à Bordeaux, pour débiter mes études de philosophie, j'ai été accueilli par une famille française qui tomba des nues en ouvrant sa porte et en me voyant... visiblement il n'était pas prévu que je sois...noir. On me fit dormir à la cave avec une couverture et le lendemain...dehors avec ma valise. Sans amis, sans argent, avec ma valise et ma carte d'étudiant. La vie en France ne démarrait pas comme je l'avais rêvée.

Mais une fois de plus j'avais décidé de ne pas me laisser faire.

Pendant plusieurs semaines, je me suis arrangé pour me faire enfermer le soir dans la faculté. Je dormais sur les tables, contre les radiateurs car il faisait froid, et, le matin, avant que les premiers étudiants n'arrivent, je me lavais le visage à l'eau froide pour avoir l'air réveillé et faire croire que j'étais venu tôt pour travailler.

J'allais fréquemment à la messe. Un midi, après la célébration, je traînais au fond de l'église en regardant les affiches, les tracts. Un grand monsieur, comme tombé du ciel, vient à ma rencontre et me demande si je suis de passage à Bordeaux, ce que je fais là. Je lui explique que je suis étudiant et nous commençons à parler philosophie. « Venez dîner chez nous ce soir, on discutera » me dit-il. Je découvris une famille exceptionnelle, Bernard et Katia avaient quatre enfants, dont l'aînée Maurween, que j'avais connue lors d'un des rassemblements de jeunes que j'avais participé à animer ! Nous devinrent amis, ils m'ont accueilli, hébergé et j'ai passé chez eux mes plus belles années d'étudiant. Ils ont été comme une seconde famille pour moi.

En parallèle de mes études, j'allais fréquemment, le week-end et pendant les vacances, dans une communauté du Renouveau appelée Verbe de Vie (je précise que ces communautés catholiques du Renouveau sont composées à la fois de religieux, religieuses, prêtres, mais aussi de familles et de célibataires, je n'étais donc pas moine). Je m'y suis formé en théologie, j'y suis devenu un animateur de jeunes, j'ai organisé des tournées, des concerts, des spectacles, j'ai accompagné des groupes aux JMJ en Pologne, aux Philippines, etc.

Après un DEUG de Philosophie, je débute en 1988–1989, toujours à Bordeaux, des études de Journalisme à l'Institut des Sciences de l'Information et de la Communication. En parallèle je continue quelques modules de licence de Philosophie. La philosophie, matière qui paraît secondaire à beaucoup mais qui est en fait fondamentale. C'est sur elle qu'un homme peut baser sa pensée, construire ses idées, et penser par lui-même. Penser par soi-même, c'est la première des libertés, celle qu'aucune prison ne peut arrêter, celle que toutes les dictatures craignent.

Je découvre alors trois penseurs dont les écrits ne vont plus jamais me quitter : Saint Augustin, Saint Thomas More et Edith Stein (Sainte Thérèse Bénédicte de la Croix).

Sans oublier mes pères Gandhi, Martin Luther King, Alexandre Men, Averroès, Newman, Alexandre Soljenitsyne, etc. dans lesquels je puise toujours de grandes forces et ma confiance en l'homme malgré tout.

Le Journalisme. Mes amis philosophes ont crié à la trahison lorsque j'ai choisi cette orientation. La philosophie éternelle et les médias fluctuants, toujours mouvants, l'actualité éphémère par définition. Mais je voulais participer à la vie du monde, depuis des années je rêvais d'être journaliste, depuis ces années où adolescent j'écoutais Radio Moscou le soir dans ma chambre de la Sorbonne.

1989. L'année. La grande année. L'année historique par excellence. J'ai 22 ans et, étudiant en journalisme, je suis aux premières loges, je regarde en direct la vie du monde évoluer à pas de géant : le mur de Berlin tombe. Donc ce que tout le monde pensait impossible est arrivé. Ce mur indestructible a été détruit ! Les peuples martyrs reprennent espoir, les populations de l'est se soulèvent, le communisme s'effondre. Le bloc de l'est, l'empire de l'est, craque sous la pression du peuple. J'ai suivi à n'en plus dormir ces minutes que je savais historiques et par média interposé, je peux dire que j'y étais ! J'étais à Berlin avec Rostropovitch, j'étais en Chine sur la place Tien an Men avec les étudiants massacrés, j'étais en Russie, j'étais en Roumanie.

Ces événements incroyables, l'espérance qui en découle, continuaient de faire grandir en moi l'envie de m'engager au service des autres. Cette libération que j'ai vue à l'est, j'ai toujours eu la conviction que je la verrai en Afrique.

Mes études se poursuivent, toujours avec cette volonté qui me caractérise. Je pressens que je dois me préparer à un avenir qui va me demander beaucoup même si j'ignore de quoi il sera fait. Chaque week-end je continue à rejoindre la Communauté, à encadrer et à accompagner des groupes de jeunes qui viennent de plus en plus nombreux.

Sindara me revient lorsqu'on me demande comment j'ai commencé à faire de la guitare. Les premiers accords dans l'allée des manguiers... Je suis maintenant un compositeur reconnu, un créateur et toujours un leader.

A l'issue de ma formation en communication, toujours en recherche du sens de ma vie, toujours hésitant quant à une vocation sacerdotale, je décide de passer quelque temps dans la Communauté. J'y resterai près de 5 ans. Tournées en Europe, afflux de jeunes autour de moi, toujours plus nombreux. Je deviens une « star » du Renouveau. Tout ça me met mal à l'aise. Je suis adulé, admiré. Mais je n'oublie pas d'où je viens. Je n'oublie pas ceux qui sont restés là-bas, à la Sorbonne. Maman Henriette, Papa Alphonse, mes frères et sœurs. Ils souffrent toujours, eux. Et moi je suis là et je ne peux rien y faire. Je sais que mon frère aîné Pierre gère, avec son petit salaire d'enseignant, il assume. Mais personne ne sait mon mal être, je n'en parle pas. Je garde pour moi, je suis indécis, mal.

J'ai besoin d'air, de me retrouver, et j'accepte de partir avec une ONG en convoi humanitaire vers l'ex-Yougoslavie et notamment en Bosnie-Herzégovine où la guerre civile faisait rage. Là je pourrais être utile. Un défi à ma mesure, la confrontation au réel. Je ne pouvais pas me contenter d'être un simple spectateur du drame qui se jouait à quelques heures d'avion seulement de Paris.

Nous sommes en 1992. J'ai 25 ans. Assis à l'arrière de la remorque du grand camion kaki qui prend la route en ce matin un peu frais, j'ai le sentiment de vivre là encore un des tournants de ma vie.

## La guerre en Bosnie

C'est là que je compris véritablement cette formule toute faite : « les horreurs de la guerre ». Les routes jonchées de débris, des réfugiés et des déplacés errants, baluchons sur le dos à la recherche d'un abri. Nous les aidions comme nous pouvions avec les moyens dont nous disposions. Les regards vides des enfants qui recevaient une barre de chocolat. Nous nourrissions des gens qui pour la plupart seraient morts demain...

Les splendides paysages de Bosnie étaient mutilés par le conflit. Pas un seul village n'avait échappé aux bombardements et aux combats. Le communautarisme mis en sommeil durant le pouvoir du maréchal Tito s'était brutalement réveillé et s'était transformé en haine de l'autre. J'ai assisté à la destruction de la ville de Mostar éventrée par la violence des combats.

Au cœur de l'horreur, nous continuions à apporter de l'aide autant que possible. La peur partout, la mort qui rôde, plus de règles, plus de sens. L'anarchie. La Yougoslavie était devenue un pays assommé par la montée incessante de la violence, de la haine, de la fureur sauvage, où des milliers d'êtres ne pensaient qu'à survivre. C'était un pays dans lequel les combattants se comptaient par dizaines de milliers, et par milliers les victimes éperdues de passions brutales et de croyances qu'elles comprenaient à peine. Pour eux, la paix n'est pas un terme abstrait désignant ces rares intervalles où les hommes ne s'entretuent pas. La Paix, c'est un jour sans la terreur des bombes et des obus qui s'abattent. Une minute sans bombardement, c'est déjà ça.

Au cours de cette mission humanitaire en Bosnie-Herzégovine, je me suis forgé un certain nombre de convictions relatives aux questions de Défense. Bien entendu il est important qu'un pays dispose d'une armée forte, capable de défendre son pays et ses habitants, de soutenir des pays amis en difficulté si elle le juge juste, mais la première défense contre les conflits, c'est l'éducation : « Les guerres prenant naissance dans l'esprit des Hommes, c'est dans l'esprit des Hommes que doivent être élevées les défenses de la paix »<sup>1</sup>. C'est aussi pour cela que j'ai toujours axé mon action à Sindara vers l'éducation des enfants.

Face à toutes ces situations de détresse que je n'arrêtais pas de rencontrer tout autour de moi, j'ai décidé de ne pas rentrer avec le convoi comme cela avait été au préalable convenu. J'ai décidé de rester seul au milieu de ces réfugiés et de ce pays martyr. Sans date de retour, sans argent. Juste parce que j'étais convaincu que je devais rester encore.

Je ne regrette pas cette décision. J'ai pu me rendre utile, rencontrer les populations, les forces armées de plusieurs camps. J'étais probablement un des seuls africains du pays à ce moment...

J'ai un jour rencontré un reporter de guerre dont le témoignage m'a marqué et m'a donné à réfléchir. Je suis resté quelque temps avec lui. Il m'a raconté être arrivé quelques jours auparavant sur un lieu de massacre. Des corps et des morceaux de corps gisant à perte de vue partout sur le sol. Il m'a dit, « je me suis assis, j'ai posé mes affaires, je me suis fait un sandwich, et j'ai mangé. C'était ça ou me suicider. Cette impulsion de vie en plein enfer, manger pour continuer de vivre. ».

Je suis resté plusieurs semaines à traverser le pays sans calendrier, sans but précis, avançant au gré des rencontres, de l'aide que je pouvais apporter. De village en village, à pied sur les routes boueuses ou les chemins de montagne escarpés, en convois militaires, avec la population, à dormir au bord des routes, avec les petits groupes de personnes qui campaient ici ou là ou dans des maisons abandonnées aux toits effondrés. Et un jour, je me suis dit « maintenant, il faut que je rentre ». En pleine guerre, épuisé, sans argent, comment allais-je faire pour prendre un avion à destination de Paris ?

---

<sup>1</sup> Introduction de l'Acte Constitutif de l'UNESCO

Je trouve un moyen de contacter des amis en France, ils font leurs recherches et me trouvent un vol Venise/Paris. Restait à rejoindre Venise... En raison des combats, tous les aéroports de Yougoslavie étaient fermés aux vols réguliers.

Un vrai parcours du combattant pour atteindre l'Italie. Grâce à Dieu j'ai pu prendre un convoi militaire dans lequel j'ai voyagé en tant que passager quelque peu clandestin, et, avec la complicité de chauffeurs routiers, je réussis à atteindre Venise.

Je ne vis rien de cette magnifique ville. Les passants que je croisais, des touristes pour la plupart qui avaient le temps de déambuler, eux, se retournaient éberlués à la vue de ce jeune africain en treillis courant vers l'aéroport. Mon billet m'attendait effectivement. Quelques heures plus tard, j'étais à Paris, la guerre ne semblait plus exister.

## **Le Gabon dans la chair**

De retour en France, je reprends ma vie d'animateur, de meneur de jeunes. J'excelle sur scène, je sais captiver une foule pendant des heures. « Bruno Ben Superstar ». Je m'investis à fond dans cette activité mais j'en ressors toujours mal à l'aise. Le Gabon me poursuit comme un cauchemar. N'arriverai-je pas à faire coïncider ma vie et mes idéaux ?

En 1996, j'assiste à un concert dans une église de Corrèze. Une jeune femme rousse chante et il me semble que je la reconnais, comme si je savais que c'était « elle ». Pourtant mon statut de « vedette » me donnait tout le 'choix' dont un homme peut rêver, mais non, j'étais un célibataire heureux, à priori je ne voulais pas non plus être prêtre. Je voulais être libre, ne dépendre de personne, ne rien devoir à personne, n'avoir peur pour personne, n'être freiné par personne. Et qu'on ne me pose pas de questions... Mais là, c'était « elle ». Immédiatement je l'ai su. Ce serait elle ou personne.

Le spectacle se termine. Si je pars, je ne la reverrai jamais. Un jeune de la troupe dont elle fait partie me reconnaît. « Bruno Ben ! Ca alors, il faut que je te présente l'équipe ! ». Me voici dans les coulisses... elle est là. Je dis que je passerai les voir le lendemain là où ils logent. Ouf.

Le lendemain me voici comme un gosse, le cœur battant, l'air de rien. Si je la laisse partir... Je l'aborde, je lui dis qu'elle a une belle voix, ce qui est vrai, qu'on pourrait enregistrer un CD ensemble. Elle dit que pourquoi pas mais n'a pas l'air emballée.

Quelque temps plus tard, je lui propose de me rejoindre à Tours pour un concert devant un millier de jeunes. Elle accepte. Je lui envoie les partitions pour répéter. Et elle vient. Etonnante. Détonante avec son pantalon rouge.

Le lendemain, après la messe, sur le chemin de notre lieu d'hébergement. Je lui dis des banalités et soudain carrément : « tu sais, un jour on va se marier ». Elle rit, pense que c'est une blague et n'y croit pas un instant.

Elle repart, continue ses spectacles et ses études d'art. Je l'appelle de temps en temps puis je l'invite à un week-end dont je suis encore et toujours l'animateur qui fait affluer les jeunes. Elle vient, reste en retrait, toujours en profondeur. Parle peu, observe sans cesse. Je n'arrive pas à savoir ce qu'elle pense.

Je passe mes nuits à recevoir les jeunes, à les écouter, les conseiller, ils font la queue pour me voir une demi-heure. Vers quatre heures du matin, elle est encore là sur le pont dans le parc, je la rejoins.

Elle m'apprendra plus tard qu'alors qu'elle n'avait pas pensé une minute que nous puissions avoir un avenir commun, elle avait eu, chez elle, en un instant, la certitude que c'était moi. Comme moi j'avais eu la certitude que c'était elle.

L'entrée de Virginie dans ma vie a tout changé à nouveau. Elle fut la première personne à avoir accès à ma vie intérieure. Elle me posait des questions et je ne pouvais pas me défilier. « C'est quoi cette lettre sur ton bureau ? » Une lettre de Pierre, mon frère, au Gabon. Froissée, relue dix fois, jetée, reprise. Il me donne des nouvelles, demande si je peux envoyer de l'argent. Elle voit que je suis mal sans en mesurer l'ampleur.

Je continue mes tournées, je monte des spectacles, je tourne en France, mais je sais qu'il va falloir que je me décide. Que je tranche. Que j'arrête d'hésiter, que je me jette dans le vide.

\*  
\* \*

C'était à Issoudun, j'étais à nouveau en concert devant des jeunes. A peine sorti de scène, on m'appelle : mon frère Pierre est mort à Libreville. Il s'est électrocuté en bougeant l'antenne de télévision sur le toit de notre maison des bas quartiers, de l'électricité y passait dans l'anarchie de fils sur les toits de taule. J'abandonne la tournée, les autres la continueront bien sans moi. Le lendemain je suis dans l'avion. Le Gabon me rappelle à lui avec violence.

Gabon, près de dix ans que je t'ai quitté. Qu'une seule fois je suis revenu pour deux semaines de vacances, que ma vie trop remplie me tient loin de toi, que je souffre loin de toi, que je sais que je ne pourrais pas te fuir bien longtemps. Gabon, mon pays, mes racines, ma vie.

Gabon, je te reviens pour reconnaître le corps de mon frère à la morgue, pour organiser ses obsèques auxquelles vont assister des milliers de personnes. Je mesure à quel point je suis coupé de mes racines. Et ma famille, sans Pierre, qui va la faire vivre ? Mon pauvre frère Flavien perd la raison, il est malade et erre dans Libreville après une vie trop dissolue.

C'est moi maintenant le Chef de famille. C'est décidé, je reviens, je rentre.

Je repars en France quelques mois pour tenir mes engagements auprès des jeunes et accompagner les JMJ de Paris. J'étais déjà ailleurs et elles furent plus une épreuve qu'une joie. Virginie était la seule à connaître ma décision : après les JMJ, je pars, je ne sais pas quand je reviens, je ne sais pas si je reviens. Je pars sans rien, sans perspective, mais je sais que c'est ce qui est juste et ce que je dois faire, quelles qu'en soient les conséquences.

\*  
\* \*

Libreville, je retrouve la Sorbonne, on m'aménage une 'chambre' dans un petit local de planches dans la cour. Je me mets au travail, j'entre comme stagiaire à Africa n°1 et je démarre ma carrière Radio. Quelques temps plus tard, j'entre chez Radio Soleil dont je deviens une voix d'opposition écoutée et crainte du Régime, quitte à me mettre en danger. Ponctuellement, je suis consultant au PNUD, je retrouve mon ami d'enfance, Marc Ona.

C'est pendant cette période que j'entre dans les écrits d'Edith Stein, une philosophe allemande que j'avais découverte au cours de mes études de philosophie. J'avais amené avec moi une anthologie qui fut mon livre de chevet pendant des mois.

« Nous sommes en ce monde pour servir l'Humanité » disait-elle. Une banalité en théorie, mais des conséquences majeures lorsqu'on décide de s'appliquer cette idée. Edith Stein est à mes yeux une véritable référence morale. Engagée pour les droits des femmes, philosophe brillante, infirmière pendant la guerre, enseignante exceptionnelle, elle fut persécutée par le nazisme, interdite d'enseigner, puis en 1942, arrêtée et tuée, uniquement parce que juive. Femme forte, d'une droiture absolue,

exigeante, tout en étant pleinement femme. Elle est auteur d'une œuvre puissante et extrêmement profonde.

Pendant des mois, me voici entre le travail et la famille. Me battre contre l'injustice politique d'un côté, me battre contre la misère de l'autre.

Mon travail à Radio Soleil me prenait de plus en plus de temps. On me mettait en avant, la radio fut plusieurs fois interdite. Mais mes illusions sur l'opposition au Gabon furent de courte durée. On découvrait que les leaders de l'opposition finissaient par aller quémander à la Présidence, y avaient des rendez-vous secrets, et qu'ils n'hésitaient pas à sacrifier si nécessaire, et sans aucun regret, de jeunes militants dans mon genre. Un des responsables de la Radio me le dit un jour carrément, si je continuais ainsi, je n'en avais plus pour longtemps et personne ne viendrait à mon secours. Je n'en tenais pas compte, certain que j'avais raison de contester.

A cette période j'avais également retrouvé le recteur du Séminaire Saint Augustin, Monseigneur Mathieu Madega, que je connaissais depuis l'enfance, il était alors un jeune clerc. Il me dit cette parole que j'ai alors reçue comme prophétique : « Bruno, tu es rentré trop tôt ». C'est cette parole qui m'a donné le courage de repartir en France et de retrouver Virginie qui m'attendait. Cela faisait neuf mois que j'étais revenu à Libreville.

\*  
\* \*

Arrivé à Paris en juin 1998, je suis entré à Radio Notre Dame, la radio de l'Archevêché de Paris. J'y deviens la voix de l'Afrique puis la voix des Droits de l'Homme. Je continue en parallèle à travailler pour l'Eglise du Gabon en trouvant le matériel et en organisant la création de la Radio Catholique Gabonaise, Radio Sainte Marie.

En août, avec Virginie et deux amis, Cécile et Frédéric, nous créons l'Institut Edith Stein, loin de nous imaginer que cette association qui voulait œuvrer en priorité pour les jeunes des banlieues, nous mènerait quelques mois plus tard au Gabon.

\*  
\* \*

En septembre, Virginie découvre mon pays. Elle ne connaît pas encore l'Afrique. Un ami nous prête une petite maison en dur dans les quartiers de Libreville. Le matin, des enfants viennent nous demander du pain, un monsieur cul-de-jatte, se déplace sur le sol en terre à la force de ses bras. Ce monde si différent du sien ne semble pas la déranger le moins du monde. Et puis il y a les anecdotes de la Blanche qui arrive en Afrique... sa surprise en croquant à pleine dents dans une banane plantain crue, croyant que c'est une énorme banane douce comme celles qu'on trouve en France, l'attraction qu'elle provoque dans les quartiers, au marché de Monbouët. Elle ne pouvait passer inaperçue nulle part.

Il y eut aussi la découverte des duretés quotidiennes de la vie des pauvres : le linge impossible à sécher vu l'humidité et l'absence d'air et que nous devons repasser pour qu'il ne moisisse pas, la boue partout, les piqûres innombrables de moustiques, le bruit incessant des transistors, la galère des taxis dans les trous des rues et dans les bourbiers, les araignées géantes.... Les malades, les enfants en guenilles. La vie, la vraie vie, celle que beaucoup oublient lorsqu'ils en sont sortis. Celle dans laquelle pourtant on peut reprendre force pour retourner au combat. Cette vie que j'avais oubliée pendant dix ans, dans laquelle j'avais replongé, dans laquelle je m'étais reconstruit et dans laquelle je faisais entrer la femme que j'aimais.

Il était loin le temps où j'avais honte de ma maison et de ma famille. Quel chemin depuis. Aujourd'hui je ne la cache plus, parce que c'est la réalité, parce qu'elle fait partie de moi, parce que nous ne sommes pas responsables de cette misère. Non, cette misère est celle d'un peuple esclave de la

mauvaise gouvernance, esclave de ses propres frères. Il n'y a pas à la cacher, elle doit au contraire sauter aux regards de tous les vrais coupables, ceux qui ne font rien pour leur peuple alors qu'ils dépensent des fortunes pour leur petit confort et leur appétit de jouissance sans limite.

J'emmène Virginie chez moi, à la Sorbonne, dans les bas quartiers. Elle découvre ma famille : ma mère, mon beau-père, mes frères et sœurs, les oncles, tantes, cousins, leurs enfants. Elle est à l'aise, plus belle que jamais avec les petits enfants du quartier sur ses genoux.

C'est ici, dans cette maison de planche, là où j'ai grandi, dans la cour en terre battue d'où je regardais les étoiles, cette cour où mourut mon frère Pierre, que nous nous sommes mariés traditionnellement en présence de ma mère, de ma tante paternelle et de nombreux amis et membres de ma famille qu'on ne savait plus où mettre. Mon père, je ne l'avais encore jamais vu, je ne sais même pas si il était informé de mon mariage. Les moustiques et les rats étaient bien sûr de la partie. Danses et chants traditionnels, échanges de cadeaux, repas de fête, ce fut un mariage magnifique, un des plus beaux jours de notre vie.

Quelques années plus tard, les parents de Virginie découvrirent à leur tour le Gabon, ce fut l'heure, à nouveau dans les bas quartiers, des cérémonies entre les patriarches. L'accomplissement de notre mariage traditionnel. Touchés par ce pays, ils y revinrent plusieurs mois pour manager des travaux à la mission de Sindara. Je ne redirai jamais assez combien cette famille est exceptionnelle.

\*  
\* \*

Lors de ce premier voyage de Virginie au Gabon, ma mère Henriette commençait à perdre la vue et nous l'avons emmenée à l'hôpital général. Après une demie-journée sur un banc, enfin, un ophtalmologue nous reçoit. Il a l'équipement rudimentaire et ancien. Il examine les yeux de ma mère et donne son verdict : cataracte et glaucome aux deux yeux. Dans quelques mois ou années, au mieux, elle sera aveugle.

- « Bon et bien mettez lui des gouttes dans les yeux, ça retardera l'évolution.
- Comment ça ? Vous n'allez rien faire ? Une cataracte ou un glaucome, ce n'est rien, ça se soigne en quelques minutes avec un laser !
- Mais chère madame, il n'y a pas de laser au Gabon. Désolé ».

Voilà comment nous sommes repartis avec ce triste diagnostic et une sorte d'ordonnance pour des gouttes...

La petite Reine, ma nièce née en 1999, est aussi un beau symbole de l'état du système de santé gabonais. Cette petite fille née normale a été victime d'un neuro-paludisme vers 18 mois. Le temps qu'on nous prévienne et que nous puissions envoyer de l'argent, elle ne fut pas prise en charge. Elle tomba dans le coma pendant plusieurs jours.

Elle souffre depuis de ce qu'on appelle une hémiplégie, c'est-à-dire que toute la moitié gauche de son corps est paralysée. Un enfant, surtout en bas âge peut récupérer très vite de ce genre d'accident de santé pourvu qu'il puisse bénéficier de rééducation. Rien, il n'y a à peu près rien au Gabon. Ou alors à des prix inabordables, sans aucune prise en charge de sécurité sociale. Vu son état, j'ai décidé de la faire venir en France il y a trois ans pour qu'elle puisse enfin bénéficier de soins. Lorsqu'elle est arrivée, Reine marchait sur sa cheville en angle droit vers l'intérieur et dans quelques années, c'est le genou qui aurait lui aussi plié. Elle aurait fini à quatre pattes toute sa vie. Aujourd'hui, son pied se redresse, elle porte une attelle et est prise en charge dans une école spécialisée. Mais tant d'enfants gabonais n'ont pas cette chance et finiront leur vie dans un état de détresse indescriptible.

Nous avons tous dans nos familles des personnes handicapées abandonnées à leur sort. L'Etat leur doit assistance. Je ferais en sorte que le handicap, la maladie, la vieillesse soient reconnus et aidés. L'Etat doit venir en aide et protéger les plus faibles. C'est un de ses premiers devoirs.

1999, une grande année, j'épouse Virginie à Paris, sur la butte Montmartre, « le mont des martyrs ». Nos destins sont liés pour le meilleur et pour le pire. Et je verrai qu'elle est prête à tout, même au pire, et que jamais elle ne me lâchera, que contrairement à ce que je craignais, elle ne m'empêchera jamais de suivre ce que je crois être juste, non, elle m'encourage plutôt à aller au bout de mes convictions, quoi qu'il en coûte. Notre mariage commençait d'ailleurs tout de suite dans l'action, en plein dans les préparatifs de la relance de Sindara à laquelle nous travaillions alors depuis quelques mois.

Monseigneur Mathieu Madega m'avait demandé de rencontrer le Père Zacharie car il était de passage à Libreville. Ce prêtre me « harcelait » depuis qu'il avait vu un article à mon sujet dans un journal quelques mois auparavant. Il m'avait écrit plusieurs fois pour me parler de la mission Notre Dame des Trois Epis de Sindara qu'il fallait sauver, que je devais faire quelque chose. Je n'y comprenais rien et je n'avais jamais donné suite. Je le rencontrai donc, je l'écoutai, il me parla de ce site centenaire que j'avais connu enfant. « Monsieur Bruno, il faut faire quelque chose, vous devez faire quelque chose pour sauver Sindara » ! Le Gabon m'appelait à l'aide à travers lui. Nous sommes en ce monde pour servir l'Humanité ! Je n'ai pas pu rester insensible.

Rentré en France, je rassemble les quelques membres de l'Institut Edith Stein, je leur parle de Sindara. Nous décidons d'envoyer l'un d'entre nous pour quelques jours car c'est le centenaire du site et ce sera l'occasion d'aller voir sur place si on peut faire quelque chose ou pas. C'est Irénée, aujourd'hui avocat, qui se dévoue. Il part au Gabon quelques jours plus tard. Les délais sont trop courts pour avoir un visa, il part sans et c'est l'Archevêque de Libreville qui le fait sortir de l'aéroport. Il va à Sindara, assiste aux célébrations et sa conclusion en rentrant en France est claire : « impossible »...

Mais il en fallait plus pour m'arrêter.

Je convaincs tout le monde une seconde fois qu'il faut tenter quelque chose, que ça ne coûte rien de passer des annonces dans les journaux et de demander des bénévoles pour une année expérimentale à Sindara. Ensuite on verrait si on continue ou pas. Les annonces paraissent et des réponses arrivent. Nous rencontrons les candidats, nous choisissons les profils. Et c'est ainsi que la première équipe décolle de Paris avec Virginie et moi en octobre 1999 pour 'l'année expérimentale'. Billets d'avion pris en charge par les parents de Virginie qui nous ont toujours soutenus dans nos initiatives les plus folles. Deux millions de Fcfa en poche pour faire vivre l'équipe et lui acheter de quoi survivre en pleine jungle quelques temps et l'aventure commence.

Après un accueil officiel par Monseigneur Basile Mvé, Archevêque de Libreville et plusieurs rencontres diplomatiques avec les autorités gabonaises, après les courses à travers Libreville, enfin, nous étions prêts à partir pour Sindara avec deux 4x4 pleines à craquer.

Sept heures de « route » et une escale à Lambaréné pour visiter l'hôpital Schweitzer plus tard, c'est de nuit que nous sommes arrivés à Sindara, attendus par le Père Zacharie et sa lampe à pétrole.

Ca commençait bien : pas un lit, pas un matelas, pas un meuble hormis une table et une commode dans la cuisine ! Tout avait été pillé. La première nuit se passa donc par terre sur le plancher. Et le matin, au petit jour, enfin, nous découvrons Sindara la magnifique. Ses bâtiments de briques rouges, son sanctuaire, son école fermée, ses bâtiments abandonnés, la majestueuse allée des manguiers centenaires, l'exubérance de la végétation, l'herbe partout. Tout à faire. Mais quelle beauté, quel potentiel. Nous sommes émerveillés. Mais ça ne va pas être facile...

L'équipe s'installe et restera sur place un an. On ne peut qu'être remplis d'admiration devant ces jeunes français mangés aux moustiques, se lavant dans le fleuve, faisant lessive et vaisselle dans le fleuve, dormant sur des matelas à même le sol, sans électricité, sans eau potable (il fallait emplir des

bidons au village et les ramener en brouette), sans voiture hormis à la fin de leur séjour. Et malgré ces contraintes, ils ont redémarré le petit dispensaire, ont enseigné à l'école publique et ont préparé la réouverture de l'école de la mission, ont entretenu le site, fait des essais agricoles.

J'avais demandé à ma mère, à sa fille et aux enfants de sa fille de venir à Sindara. Ce serait l'occasion de quitter le bidonville, de donner un peu d'air aux enfants et d'aider les « Blancs » à se mettre au rythme gabonais. C'est à Sindara que s'est réalisée la parole du médecin de l'hôpital général : ma mère devint aveugle.

\*  
\* \*

Pendant que nous nous installions à Sindara, les studios de la future Radio Catholique se construisaient derrière la cathédrale de Libreville. Le matériel que j'avais fait préparer en Europe était arrivé, les équipes techniques se constituaient et le 31 décembre 1999 à minuit, c'est moi qui au micro ai lancé Radio Sainte Marie pendant que les uns et les autres réveillaient.

En parallèle, ma carrière de journaliste Radio en France se développait. Je devins le spécialiste des grandes interviewes diffusées à heures de grande écoute : Plusieurs prix Nobel de la Paix comme Elie Wiesel ou Monseigneur Carlos Belo du Timor Oriental, l'Abbé Pierre, le Président Blaise Compaoré, beaucoup de ministres africains et européens, des ONG ... ainsi que de nombreuses personnes engagées pour la Justice, méconnues, et que je mettais en avant.

Les années et les volontaires se succédaient à Sindara. On tenait. Mille fois nous avons pensé abandonner, mille fois nous avons tenu. C'en est presque miraculeux. Les équipes se sont succédées, les projets se sont développés, peu à peu les gabonais se sont impliqués. A l'heure où j'écris ce texte, il n'y a plus que des gabonais à Sindara et ils font un très bon travail. D'années en années, nous avons ouvert les classes. Ces deux dernières années, afin que les enfants qui ont réussi le concours d'entrée en sixième n'arrêtent pas leur scolarité faute d'être accueillis par de la famille en ville, nous avons ouvert successivement les premières classes du collège.

En France, l'Institut Edith Stein se développait aussi, accueil de jeunes en difficulté, concerts, soutien scolaire, voyages à Sindara, formations, ... C'était une véritable entreprise, entre les salariés, les nombreux bénévoles, les multiples activités, la gestion de Sindara.

Ma mère devenue aveugle commençait à perdre par moment la raison depuis la mort de ses deux premiers enfants Pierre et Flavien, quelque chose s'était brisé en elle. Je pense qu'elle avait trop souffert, trop travaillé sans repos toute sa vie.

Sans soins, sa santé se dégradait et force était de constater, que même en finançant, elle n'était pas assez entourée et prise en charge. Je la retrouvais un jour, assise dans ses excréments depuis des heures, par terre, les yeux ouverts mais ne voyant rien, seule, hurlant, terrorisée par toutes sortes de délires. Ma décision était prise, je l'emmènerais en France puisqu'au Gabon, il n'existe rien de satisfaisant pour les personnes âgées dont les familles n'arrivent plus à assumer la charge.

Facile à dire. Mais j'ai fini par lui obtenir un visa, puis un titre de séjour. Et à nouveau je dois dire que j'ai été émerveillé par mon épouse et par sa famille. Lorsque je suis arrivé en France avec ma mère, Virginie était enceinte de six mois de notre premier enfant, c'était en 2000. Elle resta chez nous jusqu'à la naissance. Nous espérions encore à ce moment qu'il serait possible de lui rendre la vue et nous avons fait tout notre possible en ce sens.

C'était une attraction pour les passants : Virginie, avec son ventre rond emmenant une petite maman africaine qui marchait à tout petits pas, dans le métro, dans la rue, allant de rendez-vous en rendez-vous. La découverte par ma mère aveugle, des escaliers roulants auxquels Virginie avait même fini par renoncer, préférant monter les marches que de l'entendre hurler d'un bout à l'autre de la montée... Le diagnostic du médecin de Libreville était le bon : glaucome et cataracte à chaque œil. Rendez-vous de

la dernière chance chez un grand ophtalmologue de banlieue parisienne... Virginie me raconte sa journée après que je sois rentré du travail : « il l'a examinée quelques minutes et a dit : je n'ai jamais vu une chose pareille. C'est un cas d'école, on ne voit ça que dans les livres. En France, ça n'existe plus. Il n'y a rien à faire, le nerf oculaire est fichu ». C'était fini. Elle ne reverrait jamais la lumière ici-bas.

Restaient les soins pour calmer les crises d'angoisses et les délires. Peu à peu elles furent moins fréquentes, ou plutôt, les moments de retour à la réalité moins rares... La pauvre maman, à 60 ans, elle était considérée au Gabon comme une vieille. En France, à 60 ans, de nos jours, on est encore dans la force de l'âge avec une vingtaine d'années devant soi. Elle arrivait dans un pays qu'elle ne connaissait pas et qu'en plus, elle ne verrait jamais, enfermée dans l'obscurité. Elle n'avait jamais été à l'école, ne savait pas lire, elle, ma mère, celle à qui je devais tout. J'imaginai sa peur, mais je connaissais plus encore sa foi, sa foi simple et pure de paysanne. Lorsqu'Augustin est né, pour nous soulager, mes beaux-parents la prirent chez elle où elle resta plusieurs mois. Ils la soignaient, la lavaient, organisaient les soins, avec un amour et une patience inimaginables. Elle allait mieux, mais les 'crises', comme on les appelait, si elles étaient plus rares, étaient plus violentes, elle déambulait la nuit, renversait des meubles, voyait des choses qu'elle ne pouvait décrire, se mettait en danger. Pour nous entraider mutuellement, nous la reprenions chez nous quelques semaines, puis elle retournait chez les parents de Virginie, et ainsi de suite. Mais la charge devenait trop lourde et nous avons du alors la faire entrer en maison de retraite, ce fut difficile, surtout pour moi, mais force était de constater qu'elle y était bien, entourée nuit et jour. Elle y resta quelques années et nous allions la voir aussi souvent que possible avec nos enfants qui arrivaient les uns après les autres.

\*  
\* \*

Les volontaires se succèdent à Sindara, ma carrière se développe. En 2001, après de longues recherches, lors d'un voyage de Virginie au Gabon avec notre petit Augustin, j'apprends qu'il est là, qu'il est sorti de la forêt. Celui que j'ai tant cherché, tant rêvé, celui dont l'absence m'a tant fait souffrir est à Lambaréné : Louis Marie Moubamba, mon Père. Plusieurs fois j'ai voulu annuler ce rendez-vous vertigineux. Lui-même, parti dans les profondeurs du Gabon, ne voyant que très rarement des oncles ou des tantes, n'avait jamais voulu revenir vers ses enfants et vers la femme qu'on lui avait enlevée. Il était parti vivre seul, peu de gens savent où. Mais il avait reçu mes messages. Il n'avait pas cru que c'était vrai, que c'était moi, moi qu'il n'avait jamais vu, moi qu'il n'avait connu que dans les entrailles de ma mère. Ma famille lui fit passer une photo de moi et là, enfin, il était venu. Quelques heures avant ces retrouvailles j'allais reculer et c'est Virginie qui a tenu bon. Si, le moment était venu de guérir pour toujours.

Nous nous sommes retrouvés à Lambaréné. Mon Père. Moi son fils, j'arrivais devant lui avec le mien, j'avais 34 ans. Je vivais ma Parole du Fils Prodigue.

Les années de journalisme se succédaient également, j'avais quitté Radio Notre Dame pour diriger quelques mois une radio dans le sud de la France, puis j'avais créé ma société de production audiovisuelle : reportages, émissions, ...

A cette période, la santé de ma mère se dégrada rapidement, elle fut hospitalisée en urgence, on ne lui donnait plus que quelques jours à vivre. Contre l'avis de tous les médecins qui pensent que nous ne pourrions pas gérer la situation, Virginie insiste pour que ma mère rentre à la maison pour mourir entourée par les siens et non seule dans un hôpital. Ils cèdent. Deux jours plus tard, tout est en place : lit médicalisé, matériel médical, visite deux fois par jour des infirmières et des aides soignantes. Une ambulance amène ma mère, un de nos enfants lui prête sa chambre. Quelques jours avaient dit les médecins... elle resta chez nous pendant six mois. Entourée de soins et d'amour, les crises, si elles étaient toujours fréquentes, étaient moins ingérables car elle était affaiblie. Elle entendait ses petits enfants jouer, Virginie la nourrissait, lui faisait écouter des chants des sœurs clarisses du Gabon. Elle réussit même à une période à la remettre quelques heures par jour dans un fauteuil. Elle retrouve aussi la petite Reine dont j'ai parlé plus haut, sa petite-fille handicapée, que nous avons fait venir pour

sauver sa jambe. La joie simple de la famille, les meilleures conditions possibles. On ne pouvait pas faire mieux, dommage seulement, que ça n'ait pas été possible dans notre pays...

J'étais au Gabon lorsqu'elle s'est éteinte paisiblement une nuit. Virginie en eut l'intuition, se leva au milieu de la nuit, la trouva et veilla près d'elle. Elle écrivit aussitôt dans la nuit, ce petit texte qui figurerait quelques jours plus tard sur la feuille de messe de ses obsèques et sur le faire part de décès :

Elle qui était la plus petite,  
elle est maintenant élevée dans les Cieux !

Elle qui était la plus pauvre,  
elle domine maintenant sur tous les Royaumes !

Elle qui était humiliée,  
elle est glorifiée !

Elle qui était ignorante,  
elle est illuminée !

Elle qui a tant souffert,  
elle est consolée !

Elle qui avait tout donné en cette vie,  
elle a gagné la Vie Eternelle !

### **Que le Nom du Seigneur soit béni !**

L'enterrement fut un moment exceptionnel. Virginie avait très peur que ce soit un enterrement comme ceux qu'on voit souvent en France, triste, sans espérance. Elle avait fait appel à un ami guitariste pour réchauffer un peu la petite église du village, recherché des chants chargés de sens et de joie profonde. Mais la Providence s'occupait de nous, et la veille, nous apprenions que tout un groupe d'amis gabonais était justement de passage en France pour quelques jours. Ils virent tous ! Ma mère, perdue dans cette France froide qu'elle ne connaissait pas, a eu le plus beau des enterrements africain. Son cercueil couvert d'un grand drapeau gabonais, les chants de joie dans les larmes, un sermon enflammé par un jeune prêtre gabonais qui secoua tous les Français présents qui s'en souviendront toute leur vie. Entrés en pleurant, nous sommes tous ressortis heureux et pleins d'espérance malgré la douleur.

Nos enfants avaient fait des dessins pour Mamie Henriette, pour qu'elle les emmène au Paradis. Ils sont dans le tombeau.

Avant qu'elle ne parte, je lui avais demandé, pendant un de ses moments de lucidité, si elle voulait que je fasse rapatrier son corps au Gabon. Elle fut catégorique : non, surtout pas. Pas tant que Bongo et son système serait encore là. Omar Bongo la hantait, elle le voyait partout dans ses délires, hurlait. Bongo, De Gaulle, les Américains, les voitures, l'eau, le feu, des femmes, tout se bousculait dans sa tête. Mais ce « non », lui, était vraiment conscient. Je suis sûr que ce jour viendra où je pourrai ramener la dépouille de ma mère au Gabon et où elle pourra reposer en paix, enfin, dans la terre de ses Ancêtres.

Car il faut le dire, depuis longtemps, et toujours actuellement, ont lieu au Gabon des pratiques innommables, notamment en périodes d'élections, qui doivent cesser, être condamnées et punies : les sacrifices rituels. Meurtres, tortures, mutilations abominables sur des enfants auxquels on arrache les yeux, le sexe, la langue ou le cœur. On fait taire les familles en les payant grassement et on retrouve les cadavres abandonnés sur les plages de Libreville. Je vous le dis, cela va s'arrêter ! Le règne de la terreur est fini !

\*  
\* \*

En 2007, avec quelques amis, nous lançons au Gabon, en accord avec la conférence épiscopale, le Jubilé Jean Paul II qui devait durer un an.

En effet, cela faisait 25 ans que le Saint-Père était venu au Gabon et avait délivré un message exceptionnel. L'occasion était trop belle de le remettre en avant et de réveiller les consciences pendant une année jubilaire : célébrations à travers tout le pays, campagnes de prière dans toutes les villes, sensibilisation de toute la population : jubilé des familles, jubilé des entrepreneurs, jubilé des consacrés, etc. Les célébrations finales étaient retransmises à la télévision et c'est moi qui les présentais et les commentais en direct.

Le Jubilé Jean Paul II, pour moi, c'est le début de la libération du Gabon, c'était le début de mon engagement en ce sens, même si je ne me suis pas mis en avant.

*“D'ici, la lumière de l'Évangile a brillé sur les pays africains”* avait dit Jean Paul II au Gabon et bien, je suis convaincu que du Gabon également va briller la démocratie et la bonne gouvernance sur les pays africains, que c'est du Gabon que va démarrer la Glasnost africaine !

Il avait conclu sa dernière homélie, lors d'une messe solennelle à Libreville, disant : *« Un dernier mot vous expliquera le sens de ma mission. Lorsque l'Apôtre Pierre s'arrêta devant le boitieux de la Belle-Porte de Jérusalem, il lui dit: “Je n'ai ni or ni argent, mais ce que j'ai, je te le donne : au nom de Jésus le Nazaréen, lève-toi et marche”. Aujourd'hui, au sens spirituel, voyant votre bonne volonté, le successeur de Pierre dit à toute l'Église au Gabon: je ne suis venu t'apporter ni or ni argent. Mais ne crains pas. Aie confiance. Au nom de Jésus-Christ, lève-toi et marche ! »*<sup>2</sup>

Cette dernière phrase prophétique s'adresse aujourd'hui à tout le peuple gabonais paralysé par la peur et la corruption :

PEUPLE DU GABON, NE CRAINS PAS, AIE CONFIANCE,

AU NOM DE TA DIGNITE, LEVE TOI ET MARCHE !

\*  
\* \*

Je fis également mes débuts à la télévision sur KTO, la télévision catholique française, puis sur OMEGA TV. Mais surtout, devenu mon propre patron et gérant mon temps à ma guise, j'avais décidé de pousser plus loin mes études supérieures. Je finis ma licence de philosophie, les masters I et II. Je suis depuis deux ans double-doctorant en philosophie et en sciences politiques à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Je suis censé soutenir mes thèses l'an prochain, mais chacun sait que mon engagement politique actuel a quelque peu modifié mes projets...

Mon engagement politique, nous y voici. Je m'étais toujours bien gardé d'un tel engagement vu la pitoyable image que j'avais, comme beaucoup, de la politique au Gabon. Je considérais que l'action de terrain était la seule valable, et c'est ce que je privilégiais. Sindara en premier lieu, Ndjolé où j'ai tenté de reprendre la mission abandonnée à plusieurs reprises, les populations ont beaucoup participé, sont

---

<sup>2</sup> **HOMÉLIE DE JEAN-PAUL II - Libreville (Gabon), 19 février 1982**

venues débrousser des jours entiers, mais le site était trop abîmé, les bâtiments inhabitables. Sainte Anne du Fernan Vaz enfin, les sœurs quittaient la mission, l'internat et l'école et Monseigneur Mathieu Madega, devenu Evêque de Port Gentil, avait insisté pour que j'essaie de reprendre le site comme nous le faisons à Sindara. J'ai alors fait appel à des volontaires du Burkina Faso qui, accompagnés de volontaires gabonais ont repris le site pendant deux ans, de 2006 à 2008. J'avais toujours rêvé de mettre en place ce concept : l'Afrique aide l'Afrique, l'Alliance Sud-Sud.

Mon engagement politique donc. Je connais Marc Ona depuis l'enfance et j'ai toujours admiré son courage sans faille face au handicap, sa dignité absolue. Nous nous voyions de temps en temps dans le cadre de nos engagements respectifs. J'avais suivi de loin son engagement dans la lutte contre les biens mal acquis. Ce fut alors une période particulière pour moi : bien sûr, je savais comme tout le monde que le Gabon est un pays riche et que la misère de la population n'en est que plus injuste. Mais il est des heures où ce que l'on sait depuis toujours pénètre la conscience d'une manière plus aigüe. Je prenais la mesure des sommes affolantes qui avaient disparu du Gabon et de tout ce qui aurait pu être fait, de ce que devrait être aujourd'hui le Gabon : un paradis. L'ampleur du pillage me donnait le vertige. Jusque là, je ne m'étais jamais opposé frontalement au système. Au contraire, aider les enfants sans faire de bruit me paraissait plus efficace. Mais je compris que, comme la plupart des gabonais, je me taisais parce que j'avais peur, non par modestie. Je réalisais que de Marc et moi, le plus handicapé des deux... c'était moi.

Sindara m'apparut différemment. « Amour et Vérité se rencontrent » dit le Psaume 85. Sindara devenait le symbole de mon amour pour le Gabon, mais sans la vérité. Oui, j'aidais mon peuple, des enfants étaient scolarisés, des personnes soignées, mais n'était-ce pas au rôle de l'Etat que je tentais de pallier à ma modeste mesure ? Cette écharde intérieure me torturait, je ne pouvais plus me taire !

\*  
\* \*

Fin 2008, tout le Gabon savait que notre Président, Omar Bongo Ondimba, ne vivrait plus bien longtemps. Une voix au moins se devait de lui dire en face ce que la majorité de son peuple pensait tout bas. C'est ainsi, qu'au nom des Acteurs Libres de la Société Civile Gabonais dont j'étais devenu le Porte Parole depuis plusieurs mois, j'avais décidé de publier dans la presse gabonaise une Lettre Ouverte au Président de la République avec pour seul résumé : Monsieur le Président de la République : Où est l'argent du Peuple Gabonais ?

J'avais demandé à plusieurs journaux de la publier dans un numéro spécial, en prenant en charge les frais d'impression. Nous avons par chance été informés que j'étais en grand danger parce qu'un ou plusieurs des journalistes concernés étaient allés monnayer la maquette de la Lettre Ouverte au gouvernement, que c'était vraiment sérieux et que je devais absolument quitter le pays. C'est ce qui m'a fait quitter le Gabon précipitamment et il ne fait aucun doute que je dois la vie à cet informateur. Sans ce départ précipité, je ne serais probablement plus de ce monde. Je suis aujourd'hui revenu au Gabon malgré les risques, et je vous le dis, plus jamais je ne fuirai ce pays, quelles que soient les conséquences.

Des hommes en armes me recherchaient.

Quelques jours auparavant, le toit de l'école de Sindara s'était envolé. La responsable burkinabée, Germaine, m'avait appelé pour me prévenir et je lui avais demandé de descendre à Libreville pour chercher de l'argent afin de réparer la toiture pour la reprise des cours. J'y vis un signe de la Providence : elle croisa sans le savoir, sur la route de Libreville, les hommes armés et cagoulés qui montaient à Sindara, pensant que j'y étais comme souvent. Ils voulaient également arrêter Germaine. Ces hommes entrèrent violemment dans la mission, me cherchaient en brandissant ma photo, cassèrent les portes, fouillèrent les chambres et terrorisèrent les enfants. Je sus par la suite qu'ils avaient pour ordre de me trouver, de créer un incident et de m'abattre... pour une simple lettre, pour une simple question : où est l'argent du Peuple Gabonais ?

Germaine, avertie, se cacha à Libreville alors que mes amis des ONG ou de l'Institut Edith Stein étaient arrêtés et mis en prison pendant plus de dix jours. Elle finira par quitter le pays après plusieurs semaines de 'planque'. C'est alors que le Ministre de l'Intérieur, André Mba Obame, donna une conférence de presse mobilisant à la fois les chaînes de télévision et les radios. Persuadé que j'étais encore dans le pays, il m'accusa de vouloir déstabiliser l'Etat.

Le lendemain, j'étais devenu « l'opposant n°1 ». Submergé de mails, d'appels et de courriers, on me suppliait de ne pas lâcher, de continuer : « frère, ne lâche pas, tout le monde ne parle que de toi. Continue, nous sommes prêts à aller au sous-sol ». Cela ne cessa plus. L'espoir de vérité suscité par ma Lettre Ouverte me propulsait dans la bataille. Je savais que je ne pouvais plus revenir en arrière. Je savais que l'heure était venue de répondre à l'appel de mon Peuple.

\*  
\* \*

J'ai beaucoup travaillé à alerter la communauté internationale sur la situation du Gabon, enfermé jusque là dans l'image d'un pays désespérant dont il n'y a rien à tirer, condamné à une succession dynastique et au pillage dans l'indifférence générale.

Le 4 avril 2009, j'ai organisé le fameux Forum de Reims, une rencontre ouverte, démocratique, qui a accueilli près de 500 gabonais, venus librement, sans être payés ni menacés... hormis ceux qui étaient payés par le Régime pour perturber l'évènement. Deux conseillers du Président Omar Bongo avaient même fait le déplacement depuis Libreville. Ils ont détoné dans cette journée qualitative, ont parlé fort, asséné des contre-vérités et donné encore une fois une triste image du Gabon, lors d'un évènement pourtant très regardé partout dans le monde via la webTV. Bien que payés pour le faire, les jeunes ont finalement refusé de leur obéir et n'ont pas manifesté. Ils nous ont fait savoir qu'ils ne voyaient plus pourquoi gaspiller cette journée démocratique. Tous avaient eu la parole, y compris les gens qui défendent le système. Pourquoi les soutiendraient-ils alors que l'Etat ne leur verse pas leurs bourses d'étudiants ?

Conscient de leur échec et du ridicule dans lequel ils étaient, ces deux « conseillers » du Président Bongo sont allés, à la fin de journée, présenter leurs excuses au Président de l'IRIMEP<sup>3</sup> qui avait initié cette journée avec moi et qui n'est autre que mon beau-père. Lorsqu'il leur dit ne pas avoir apprécié leur comportement, surtout parce qu'il lui semblait prémédité, ils avouèrent carrément : « Mais ça l'était ! ». Belle mentalité...

Le Forum de Reims fut un véritable succès, une journée pour appeler à un nouveau partenariat entre l'Europe et l'Afrique. Pendant la guerre, des africains sont venus défendre la liberté en Europe, ils sont mort pour la démocratie. Brazzaville était même devenue quelques temps la capitale de la France libre, face aux forces d'occupation.

Reims était la capitale du Gabon Libre, face aux forces de corruption et face à la violence cachée qui sévit au Gabon. Tel était mon appel : Nous vous avons aidés à être libres pendant la guerre, aujourd'hui, nous vous demandons la même chose en retour, aidez-nous à être enfin libres, à nous libérer du joug de nos propres frères !!

Les choses sont ensuite allées très vite, encore accélérées par le décès du Président Omar Bongo Ondimba. La page allait se tourner mais comment ? La majorité est persuadée qu'elle ne peut rien contre la puissance militaire et financière d'Ali Ben Bongo Ondimba. J'ai vu la peur monter de toute part : « oui on est avec vous, mais on a peur, on ne veut pas donner notre nom, on veut cacher notre visage ». J'ai vu les trahisons se multiplier et la lâcheté apparaître de toute part lorsqu'il faut passer de la théorie aux actes, mais l'heure de la bataille avait sonné pour moi, moi qui avais choisi la Vérité. Moi qui n'avais plus peur. Je devins encore davantage la figure de proue de la Bonne Gouvernance, de la

---

<sup>3</sup> IRIMEP : Institut de Recherche pour une Médiation Economique et Politique.

Transparence. C'est leur absence qui est le seul véritable problème du Gabon. Je devais appeler à une Révolution Ethique et Morale, ce qu'aucun autre candidat potentiel, y compris de l'opposition, ne peut plus faire, ayant trempé d'une manière ou d'une autre dans le Régime Bongo. J'étais au Gabon, le jour où pour la première fois, contrairement à ses promesses, l'opposant historique se rendit à la Présidence et j'ai vu la déception du peuple, de tous ceux qui y avaient tellement cru. Personne jamais ne serait donc fidèle à ses paroles ? Tous, tous, ils finissent par se faire acheter.

A la place de l'« opposition d'Etat », une force est née et a grandi. Cette force vient du Peuple. Poussée par une vigoureuse jeunesse, elle s'appelle la Société Civile. Au Gabon, elle s'est structurée autour de multiples ONG, est devenue « Les Acteurs Libres de la Société Civile Gabonaise » dont j'ai été nommé porte-parole. Cette société civile est au Gabon le seul contre-pouvoir qui reste, le contre-pouvoir dont chaque pays démocratique a besoin. Pour préparer l'alternance politique, des forces morales ont pu être achetées, des forces sociales ont pu être achetées, des forces de l'opposition politique enfin ont pu être achetées. Mais la Société Civile Libre, c'est-à-dire celle qui parle au nom du Peuple, rien n'a pu l'acheter. On ne retient pas l'eau du fleuve avec sa main.

\*  
\* \*

De plus en plus médiatisé, bien que très censuré au Gabon (mais en vain), je suis fin mai 2009, honoré de la Médaille d'Or de l'Etoile Européenne du Dévouement Civil et Militaire puis, en juin 2009, de la médaille d'or de la Ligue Universelle du Bien Public. Ces distinctions m'ont été remises pour l'ensemble de mon parcours, mais spécifiquement pour mon action humanitaire au Gabon depuis dix ans, et pour mon engagement en tant que Porte Parole des Acteurs Libres.

Ces moments me rappellent, à ma modeste mesure, une citation de Martin Luther King que je vous cite de mémoire : « *A la fin de ma vie, ne dites pas que j'ai eu telle ou telle récompense, telle ou telle médaille, que j'ai fait telles ou telles études. Dites simplement : il a tenté d'aimer* ». On est toujours sensibles aux marques de reconnaissance, mais elles ne sont rien face à l'ampleur de la tâche, face à l'immensité de la souffrance d'un peuple, face à la violence de la bataille qui s'approche. La vertu de ce genre de cérémonie, c'est en tout cas probablement de confirmer, aux observateurs mais aussi à soi-même, qu'on est reconnu par ses Pères comme capable de mener cette bataille, qu'on est à la hauteur de l'objectif élevé qu'on s'est fixé.

Oui, je suis prêt à m'engager dans la campagne présidentielle, je suis pleinement au service des Gabonaises et des Gabonais, j'irai jusqu'au bout et rien ne me fera plus reculer.

Peuple du Gabon, n'aie plus peur, lève-toi et marche !

## Forcer l'avenir !

J'ai quarante deux ans c'est-à-dire l'âge du règne du Président Bongo. L'Afrique et le monde sont fatigués de ces régimes et des successions dynastiques. Un vent nouveau souffle sur la politique mondiale, une nouvelle génération prend les rênes. Il va en être de même pour l'Afrique.

Mais l'enjeu majeur, c'est que le Peuple puisse librement voter. A cela trois conditions :

- Acheter les votes doit être condamné et poursuivi en justice. Cette seule mesure ferait un grand ménage dans la politique gabonaise...
- Menacer les électeurs est un crime.
- Le vote doit être secret et transparent. Or chacun sait qu'à la sortie des bureaux de vote, on demande aux électeurs de montrer les bulletins qui leur restent (pour vérifier qu'ils ne leur manque plus que celui du candidat pour lequel on les force à voter), que les résultats rendus officiels ne sont pas ceux observés au dépouillement, qu'on empêche les populations de s'inscrire sur les listes électorales, que certains votent plusieurs fois, etc.

Le pouvoir n'est pas un héritage. Un ministère n'est pas une récompense. Une dictature, même si elle ne dit pas son nom, ne dure que parce qu'une population asservie par la peur ou par les armes la laisse durer. Pendant des années le pouvoir ancien a duré par la peur des habitants du Gabon. J'ai moi-même connu cette peur et je me taisais, agissant dans mon coin pour mon pays. Aujourd'hui, je n'ai plus peur.

Les Gabonais ont droit à la démocratie comme le reste du monde. Les anciens se sont battus pour obtenir l'Indépendance, ils n'imaginaient pas que l'Indépendance serait synonyme d'esclavage à nouveau, et par leurs propres frères ! La revendication des peuples d'Afrique est toujours la même : La Liberté.

Le danger du pouvoir héréditaire, c'est qu'il ne peut mener que vers la léthargie, la banalisation de l'inaction, c'est-à-dire l'acceptation de la fatalité. **Mais il n'y a pas de fatalité.** L'Histoire l'a bien montré, aucun tyran, qu'il se nomme Sékou Touré, Mobutu ou Idi Amin Dada, n'a pu résister au poids du Peuple qui se lève.

Je ne souhaite pas une « ivoirisation » du Gabon, je ne souhaite pas que mon pays subisse ce que la Côte d'Ivoire a subi à la mort d'Houphouët-Boigny, c'est-à-dire une crise sans précédent entretenue par la querelle des multiples chapelles d'influences qui avaient prospéré comme du salpêtre dans l'ombre du dirigeant.

Le mythe Bongo a disparu avec son créateur. L'heure est passée. Elle a duré longtemps. Et avec le renforcement inéluctable des nouvelles technologies de l'information et de la communication, il est plus que probable que cette heure ne reviendra jamais. Il sera demain de plus en plus difficile aux gouvernements, en Afrique ou ailleurs, d'agir au mépris des lois ou du simple bien-être prioritaire de leur population. L'information circule de plus en plus vite, infiltre chaque milieu et, si elle contribue parfois à faire enfler d'inutiles polémiques, elle nous fait déjà le beau cadeau de la lumière.

J'appelle de mes vœux une politique en Afrique qui soit la politique pacifiée de l'âge de raison. Une politique où le pouvoir n'est plus perpétuel ni dynastique, où l'élection n'est pas une formalité pour donner l'illusion de la démocratie, alors que le candidat héréditaire est déjà installé dans les appartements de son père.

J'ai organisé il y a quelques années, trois journées de prévention et de lutte contre le SIDA à Libreville, expliquant aux nombreux jeunes venus y participer, que la première des préventions était d'avoir une vie droite, de ne pas multiplier les partenaires. Un discours visiblement nouveau pour eux et qui a donné lieu à des témoignages stupéfiants. Car depuis plus de 40 ans, le modèle moral et « conjugal » donné aux jeunes est celui de la classe politique... avec ses « 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup> bureaux »... un drame.

Non, le changement au Gabon ne viendra pas du pouvoir en place, ni de l'opposition officielle, il viendra, il vient, il monte du peuple. Il est porté par la voix de la Société Civile Libre. Je dis Société civile Libre parce qu'il existe deux Sociétés Civiles au Gabon, la vraie, celle qui est libre et se bat pour son peuple et pour son pays, et celle, autiste et achetée, qui travaille à empêcher la première d'agir.

Au seuil de cette alternance, j'entends qu'on me reproche parfois, mon soi-disant manque d'expérience. Mon expérience est vaste et riche, si j'ose dire, je suis un leader chevronné.

Le Gabon a aujourd'hui besoin de technocrates, non de politiciens. Le défunt Président Houphouët-Boigny avait pu éviter, ou au moins différer, la crise de succession dans son pays en confiant en amont sa gestion à un technocrate, Alassane Ouattara, qui œuvra à la poursuite de son développement. Quand je dis « technocrate », j'entends des personnes qualifiées, hyper-formées, motivées, honnêtes et efficaces, qui ont voyagé et travaillé, qui ont déjà agi au côté du peuple et pour le peuple. Ces personnes, au cœur d'une vie accomplie, ont aujourd'hui la volonté de faire avancer leur pays sur le bon chemin. Lorsque nous aurons relevé le pays, lorsqu'il y aura des routes, des écoles dignes, des hôpitaux publics dans lesquels même le Chef de l'Etat pourra se soigner et mourir de sa belle mort, où même le Ministre de la Défense pourra faire des analyses, alors oui, l'heure du débat politique sera venue. Alors l'Opposition pourra réaliser un travail de fond et se faire entendre. C'est mon rêve pour le Gabon.

Le Président dont a besoin le Gabon aujourd'hui, c'est un Président qui remette son peuple debout, qui le remette au travail et qui lui rende son honneur et sa fierté, un Président dont il soit fier sur la scène nationale comme internationale, un visionnaire. Je sais que je suis de cette trempe-là.

\*  
\* \*

Il n'y a quasiment aucun homme d'affaires gabonais. La majorité des « riches » du Gabon, vivent du pillage du pays, directement ou indirectement. Mais je suis convaincu qu'ils en sont les premiers malheureux. En effet, il est interdit au Gabon de bien gagner sa vie par soi-même. Toute personne qui commence à sortir du lot par son travail doit être cassée.

Et bien cela va changer.

Je ne ferais pas de chasse aux sorcières. Ceux qui ont vécu du système ne seront pas menacés, mais ils vont enfin pouvoir montrer leurs talents, créer leurs entreprises, développer leur pays, car je sais que ce n'est pas seulement l'aspiration des pauvres des bidonvilles. J'entends l'inquiétude de cette foule silencieuse qui risque de tout perdre si elle me soutient et que finalement je ne l'emporte pas. Mais, mes frères, pour l'amour de vos enfants et de vous-mêmes, l'heure est venue de retrouver votre dignité. L'heure est venue de vous relever et de redresser la tête. Nous sommes un seul peuple et ensemble, nous l'emporterons.

Mon projet politique n'est pas le projet d'accession d'un clan au pouvoir. Parce que je crois profondément que le Gabon n'appartient qu'à son Peuple, composé de toutes ses ethnies, composé de toutes les origines, de toutes les religions.

Mon projet politique ne veut pas casser les liens économiques et diplomatiques tissés durant de longues années avec des pays étrangers et amis. Il veut les maintenir en les améliorant pour en faire aux yeux de tous, une relation gagnant-gagnant.

Mon projet politique n'est pas une rupture, il veut incarner un changement. Changement de méthode, de vision et d'équipe. Ce qui a été bon sera conservé et développé, tout le reste sera effacé, corrigé, reconstruit.

C'est au peuple, au seul peuple, comme dans toute Démocratie, de décider, dans le cadre d'un scrutin libre, de me porter au pouvoir s'il juge que mon programme et ma vision sont les siennes. La Lettre Ouverte au Président, je ne l'ai pas écrite pour moi, je l'ai écrite pour l'honneur du Peuple Gabonais. Je l'ai écrite pour laver sa honte, sa honte de vivre comme un misérable assis sur un tas d'or, sa honte de se laisser dominer sans le courage de se remettre debout, sa honte parce que le monde entier nous regarde et sait parfaitement ce qui se passe au Gabon. Car le monde entier nous regarde comme un peuple faible, incapable de défendre sa dignité dès qu'on le menace où qu'on lui donne un billet.

Je ne suis ni diable ni messie, comme on a pu l'entendre. **Je souhaite simplement être celui qui marchera devant vous et permettra ce passage tant espéré entre le Gabon ancien et le nouveau Gabon. Ensemble, nous allons créer les conditions d'une Glasnost africaine !**

**LA PEUR EST FINIE !**

**PEUPLE GABONNAIS, LEVE-TOI ET MARCHE !**

## ANNEXES

LETTRE OUVERTE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE OMAR BONGO ONDIMBA  
*(8 décembre 2008)*

LETTRE OUVERTE A MONSEIGNEUR BASILE MVE, ARCHEVEQUE DE LIBREVILLE  
*(22 décembre 2008)*

LETTRE OUVERTE AU PEUPLE GABONAIS  
*(30 mars 2009)*

LETTRE OUVERTE A SA SAINTETE LE PAPE BENOIT XVI  
*(25 mars 2009)*

DECLARATION DE REIMS  
*(4 avril 2009)*

DISCOURS INAUGURAL DU FORUM DE REIMS  
*(4 avril 2009)*

INTERVENTION LORS DU FORUM POUR UNE NOUVELLE AFRIQUE  
A L'ASSEMBLEE NATIONALE FRANCAISE  
*(5 juin 2009)*

**LETTRE OUVERTE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, OMAR BONGO ONDIMBA**  
**8 décembre 2008**

**Monsieur le Président de la République,**

**Pour l'honneur du Peuple Gabonais, pour l'Histoire et pour les générations à venir, les Acteurs Libres de la Société Civile Gabonaise ont choisi de vous tenir un discours de vérité sur l'immense gâchis des ces quarante dernières années que vous venez de passer à la tête de notre pays.**

**Vous avez réduit au silence les forces morales, sociales et politiques du Gabon en les embrigadant pour neutraliser toutes les dynamiques de proposition allant dans le sens du progrès.**

**A chaque étape de votre vie politique, nous avons eu droit aux mêmes slogans recyclés mais le Gabon reste une société bloquée. Vous étiez pourtant censé être notre dénominateur commun, le modèle de la cohésion nationale et le moins mauvais d'entre tous.**

**Plus de quarante ans après votre accession à la Magistrature Suprême, force est de constater que notre pays, malgré ses formidables ressources, n'a toujours pas décollé et que le progrès social tant attendu n'est pas au rendez-vous. Qu'avez-vous fait de nos richesses et du bien commun à tous les Gabonais ?**

**I**

Etes-vous encore le Président de tous ? Voilà aujourd'hui le visage du Gabon que vous allez nous léguer : Misère, grande pauvreté, insalubrité, corruption, gabegie générale, pillages de tous ordres, dilapidation et bradage des biens publics, inflation des crimes crapuleux et économiques, faillite du système judiciaire et de la justice sociale, terreurs, crise morale, retour à la pensée unique, infrastructures inexistantes, destruction de la cellule familiale, confiscation totale de l'appareil d'Etat au profit d'un seul clan familial et de ses complices politiques de la majorité comme de l'opposition.

La forte abstention électorale à toutes les élections a montré que le Peuple Gabonais ne se fait plus aucune illusion sur les leaders trans-partis corrompus qui pillent sans vergogne, et avec vous, les ressources du Gabon. Nous ne sommes pas des opposants qui attaquent votre famille mais de simples citoyens qui en ont assez du système que vous avez mis en place pour nous tromper et qui fait de notre pays, à juste titre, la risée de bien des peuples d'Afrique et du Monde. Tous les Gabonais, du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest, y compris ceux du Haut-Ogooué, votre province, s'insurgent contre les mœurs de votre régime et des personnes qui en dépendent, notamment votre entourage, vos ministres, vos directeurs généraux et les personnes qui vivent à leur crochet. Comment croire que vous soyez ignorant de tout ce qui a pu se passer depuis plus de quarante ans ?

Vous avez abusé du Peuple Gabonais Monsieur le Président ! Et, c'est avec toute la gravité d'un Peuple s'adressant à son Chef et qui a dépassé la peur que nous vous affirmons aujourd'hui face à face : Monsieur le Président de la République, vous avez trompé le Peuple Gabonais en prétendant qu'il n'y avait pas assez d'argent dans notre pays et que, de ce fait, nous devons accepter de vivre comme des misérables sur une terre pourtant bénie par la nature.

Voilà pourquoi nous refusons de nous laisser abuser plus longtemps ! Nous choisissons de bannir la peur de nos consciences : peur des réactions de votre entourage, peur de ceux qui tuent ou jettent injustement en prison des citoyens Gabonais à cause de leurs convictions. Nous ne voulons plus vivre dans le déshonneur permanent et contribuer à perpétuer votre régime pour des décennies encore.

Ce que nous vous disons aujourd'hui à haute-voix, chaque famille gabonaise le pense dans l'intimité et les malheurs quotidiens, des centaines de milliers de Gabonais le disent sans se faire entendre tant le mépris, l'indifférence et l'euphorie de vos courtisans couvrent les cris de ceux qui ne sont pas « bien nés ». Les Gabonais sont traumatisés par la rapacité, la duplicité et la férocité, de moins en moins dissimulées, de votre régime et de vos gens. Vous savez bien en tant que Chef de l'Etat que le peuple répète la même chose à longueur de journée : ce n'est plus possible ! Trop c'est trop ! Monsieur le Président, prenez donc conscience, avant qu'il ne soit trop tard, que votre régime inqualifiable, qui s'est tant nourri de nos peurs et de nos craintes, n'a que trop duré.

**II**

Vous avez trompé le Peuple Gabonais Monsieur le Président !

Il apparaît que les quarante ans de votre présidence n'ont eu pour objectif que votre enrichissement personnel par la mise à votre disposition permanente des immenses ressources du Gabon. Il est désormais clair que vous ne pensez qu'à l'argent qu'elles vous procurent et que c'est finalement le but inavoué de toutes vos actions. Toute votre « politique » n'a comme matrice que de vous garantir les conditions qui vous permettront de perdurer à la tête du Gabon pour vous accaparer toujours et encore l'argent qui appartient au Peuple Gabonais.

Notre « tolérance » a permis une montée en puissance des dérapages dans tous les domaines :

- Le budget du Gabon par exemple : Notre pays est le 2<sup>e</sup> PNB africain par habitant après la Libye. Ces 30 dernières années, c'est en moyenne près de 1 000 milliards de Fcfa de recettes budgétaires annuelles (1,5Md€) que le Gabon a engrangés. Depuis 3 ans, près de 1 800 milliards de Fcfa (2Md€) par an. En 2008, le budget corrigé du Gabon a atteint les 2 700 Milliards de Fcfa (presque 4Md€) dont près de 1 800 milliards de Fcfa (2Md€) de revenus pétroliers, certainement sous-évalués par vos services.
- Ces ressources, avec une population gabonaise d'à peine 1,5 million d'habitants, devraient garantir aux Gabonais un niveau de vie similaire à celui des pays du Golfe. En effet, contrairement au Gabon, ces pays réalisent des investissements structurants qui laissent rêveurs les autres pays de la planète et notamment les Etats pétroliers d'Afrique, surtout si l'on considère que ces Etats sont des pays désertiques, ne disposant pas comme nous de la forêt, de l'eau ou de grandes potentialités agricoles, sans parler de nos autres ressources extractives.
- A l'exception d'une extrême minorité qui vous entoure, les populations vivent comme des misérables se contentant de crédits à la consommation et d'avance sur solde. Le chômage est massif, la majorité des employés sont des fonctionnaires désargentés et aucun entrepreneur Gabonais d'envergure et indépendant du pouvoir ne parvient à émerger au Gabon, à votre exception, puisque vous êtes présent dans tous les secteurs d'activités, associé en priorité à des non-gabonais.
- En plus du détournement des ressources actuelles du pays et du gaspillage de l'argent des générations futures, votre système politico-autoritaire persécute les Gabonais dans leur vie quotidienne par des dérives sécuritaires oppressantes : racket des citoyens par ceux qui sont supposés les protéger, violation massive des droits élémentaires des personnes, notamment à la prison centrale de Libreville totalement saturée et qui accueille dans des conditions inhumaines de nombreux détenus dont un certain nombre sans jugement, au mépris de toutes les conventions internationales ratifiées par le Gabon. Dans notre pays, la Justice est décrédibilisée par quelques magistrats corrompus utilisant l'emprisonnement arbitraire et l'instrument judiciaire pour des règlements de compte personnels. Le Procureur de la République, votre neveu, est même l'objet d'une plainte devant la Commission contre l'Enrichissement Illicite. Vous avez trompé le Peuple Gabonais Monsieur le Président.
- Libreville, notre capitale politique, en est une des preuves les plus flagrantes. Cette ville représente à peine un quartier d'Abidjan ou de Ouagadougou alors que le Gabon a plus de ressources que la Côte d'Ivoire ou le Burkina Faso. Pourtant, la principale ville du Gabon et ses environs où vivent la moitié de la population n'est qu'un gigantesque bidonville avec ses zones marécageuses, ses poubelles à ciel ouvert ou ses égouts inexistantes.
- Alors que l'essentiel des populations urbaines vivent dans des bidonvilles, vous faites restaurer votre palais à plus de 160 milliards de Fcfa ? Presque 250 millions d'euros ! Doit-on vous rappeler que cette somme représente quatorze ans du budget de la ville de Libreville ? C'est d'ailleurs une nouvelle capitale qui aurait pu être refaite entièrement avec cet argent, c'est seize années de budget de fonctionnement de l'Hôpital Général de Libreville où les femmes accouchent aujourd'hui par terre, où il n'y plus de bloc opératoire fonctionnel et où les quelques mètres carré de la salle d'urgence sont en réfection depuis plus de 5 ans et c'est même la construction de dizaines d'hôpitaux de premier rang dans tout le pays. Sans parler de la route du Cap au nord de Libreville, sans cesse arrêtée faute d'argent ! Chaque année vous dépensez des milliards de francs CFA dans des futilités et qui auraient pu servir à améliorer la vie quotidienne des Gabonais.
- Il n'y a pas d'argent pour le logement social alors que votre bureau est sans cesse refait. Il n'y a pas d'argent pour payer les rappels des fonctionnaires mais cependant le moindre de vos déplacements se fait dans un gros porteur suivi d'un second plein à craquer de votre cour, qui s'occupe en dépensant à l'étranger l'argent du Peuple Gabonais.
- Vos collaborateurs et parents passent également leur temps à affréter des avions privés aux frais de l'Etat Gabonais dont la facture atteint plusieurs dizaines de milliards de francs CFA annuels. Pour couronner le tout, ces compagnies sont encore les vôtres : **Afrijet, Air Service, Nouvelle Air Affaires Gabon**. Certains jeunes de votre entourage ne prennent plus les avions long-courriers réguliers et ne voyagent à présent qu'en jet privé. Des membres de votre famille ont ouvert des comptes dans les hôtels les plus chers du monde, aux frais de l'Etat gabonais dans l'indifférence générale. Ils font venir des artistes étrangers au Gabon quand la majorité de la population vit sous du seuil de pauvreté (moins de 2 dollars par jour), on nous endort avec des rappeurs et des stars de la pop américaine invités à coups de milliards de Fcfa sortis du Trésor Public. Autant d'argent que vous avez choisi de ne pas investir dans le développement et encore moins dans les services sociaux de base.
- On peut supposer tout de même que vous vous êtes rendu compte des problèmes de circulation sur les routes gabonaises déformées et en nombre insuffisant, puisqu'il vous arrive d'utiliser un de vos hélicoptères pour parcourir les 4 à 5 km, à vol d'oiseau, qui séparent la Présidence de la République de votre résidence dite de la « Sablière » en bordure d'océan.

- Pendant les « Fêtes tournantes », qui commémorent chaque année dans une des neuf provinces, l'anniversaire de l'Indépendance, l'argent de la manifestation est englouti dans des événements inutiles alors que le principe originel était d'engendrer des investissements structurants à travers le pays. L'essentiel des marchés liés à ces fêtes revient à un cartel d'entreprises dont le dénominateur commun est encore vous. La **SOCABA**, la **SOCOFI**, **ENTRACO** sont vos entreprises et dans tout grand programme de BTP au Gabon, ce sont toujours ces trois sociétés qui reviennent faire la fortune de vos associés et probablement la vôtre. Dans Libreville, on observe qu'entre vous, vos enfants et vos collaborateurs, 90% des mises en chantier sont les vôtres, probablement avec l'argent de l'Etat. Est-ce votre manière de vous soucier du bien-être des Gabonais et des générations futures qui arrivent ?

- Insatiable, votre appétit phagocyte tout : les assurances avec **OGAR**, les compagnies forestières gabonaises, le groupe **CECA-GADIS** dans la distribution, l'immobilier, le transport maritime, le transport aérien, les banques avec le groupe **BGFI** ainsi que toutes les autres nouvelles banques qui ouvrent, les télécoms avec des participations déléguées à une de vos proches dans **Celtel (Zain)**, participation à **MOOV**, tous deux opérateurs téléphoniques et bien sûr **Gabon-Télécom**, le Groupe minier **Eramet**, les différentes usines du Gabon (sel, poisson, médicaments, ferro-manganèse), le groupe **Tomi (PMUG, Kabi immobilier, Afrijet)**, et bien d'autres.

- Lorsqu'après une grève les fonctionnaires obtiennent le paiement de leurs arriérés de solde, cela est présenté comme une preuve de votre générosité alors qu'il ne s'agit que de revendications légitimes. Vous ne manquez pourtant pas de faire payer à l'Etat les marchés qu'il accorde à vos entreprises.

- Les différents ministres du pétrole n'ont jamais eu en charge la gestion de l'or noir des Gabonais puisque c'est encore vous qui avez fait main basse sur le secteur de nos hydrocarbures avec votre conseiller béninois, aujourd'hui une des premières fortunes d'Afrique. Cet homme, connu dans les milieux de la finance internationale grâce à la gestion de notre pétrole, n'est à la base qu'un simple fonctionnaire. Comment peut-il justifier son immense fortune ?

- Les principales directions financières sont dans les mains de vos proches et de vos courtisans : le directeur général de la comptabilité publique est votre petit-fils. Le directeur général du budget se présente comme votre parent, l'ancien trésorier-payeur général, plus connu pour ses qualités dans le monde artistique et musical que pour ses qualités de comptable rigoureux, a réussi à ouvrir les caisses du « Trésor National » à votre fille aînée, qui, pour le remercier de son zèle, l'a « promu » ministre des finances. On apprend à la faveur d'une plainte des ONG françaises et d'un citoyen Gabonais contre vos biens mal acquis en France, que votre famille possède près d'une trentaine de résidences de luxe sur le territoire français alors que la pénurie de logements est le premier mal auquel les Gabonais doivent faire face.

Et cette triste liste s'allonge année après année : biens immobiliers de luxe en France, mainmise sur les hydrocarbures, ... mais pour le Peuple : absence de routes, d'eau courante, d'électricité, de traitement des déchets, d'écoles et hôpitaux équipés, de logements salubres, ... En réalité Monsieur le Président de la République, le Gabon est avant tout votre poule aux œufs d'or.

### III

Monsieur le Président de la République, vous avez trompé le Peuple Gabonais.

La classe politique dans sa quasi-totalité, et vous-même, avez pris les populations en otage et la démocratie n'est plus qu'un leurre. L'argent accumulé vous a servi à acheter les consciences des uns et le silence des autres. Ce qui vous a permis de mettre en place, dans un pays traumatisé, une véritable régence privée qui ne dit pas son nom.

Vos enfants maîtrisent l'intégralité de l'appareil d'Etat Gabonais. Le trésorier-payeur général et un ancien ministre des finances sont des membres de votre famille. Votre progéniture occupe la vice-présidence du parti gouvernemental se préparant ainsi en cas de vacance du pouvoir. Les dernières nominations à la tête des armées gabonaises ont fini de nous convaincre de la mainmise de votre descendance sur les leviers du pays : économiques, militaires et politiques.

Il se dit d'ailleurs dans tout le pays que vous avez déjà désigné votre successeur en la personne de votre fils aîné et que votre ex-femme le « prépare » à l'exercice du pouvoir présidentiel. C'est dire combien le processus démocratique permettant aux Gabonais de se choisir à l'avenir de nouveaux dirigeants et de vivre une vraie alternance comme au Bénin ou au Ghana est déjà verrouillé. En agissant ainsi, vous désespérez le Peuple Gabonais et faites courir des risques incalculables à la Nation gabonaise. Est-ce ainsi que vous pensez assurer l'unité du Gabon ? Notre patience vous a laissé penser que tout est permis au Président de la République et que vous pouvez nous imposer notre destin.

Monsieur le Président de la République :

- Ne nous instrumentalisez pas contre la France, notamment dans le dossier des biens mal acquis ; nous partageons ses valeurs universelles et particulièrement celles des Droits de l'Homme et du Citoyen ;
- Cessez donc de prétendre que sans vous et votre clan ce serait le chaos au Gabon et que les régions vont s'entre-déchirer. Nous n'avons rien les uns contre les autres en tant que Gabonais et même ceux de votre région savent qu'ils ont été autant trompés que tous les autres. C'est la même misère sur la côte que dans des zones forestières ! Il n'y a donc pas à opposer les Gabonais entre eux ;
- Enfin, vous prétendez devant le monde entier avoir maintenu la paix au Gabon, alors que c'est la non-violence des gabonais qui en est la vraie cause. Ce sont ces mêmes Gabonais que vous maintenez depuis plus de 40 ans dans la pauvreté avec l'aide d'une poignée de parvenus, dont quelques « roitelets » de province et ce, au détriment de tout le Peuple.

C'est fort de ce bilan, comme si le Gabon était votre propriété, que vous voulez nous imposer comme successeur un de vos descendants, membre éminent de votre système. Les Gabonais sont fatigués de l'état de leur pays. Ils sont fatigués d'être la risée de l'Afrique francophone ! Nous n'acceptons plus de vivre dans le mensonge et la peur.

Monsieur le Président de la République, après plus de quarante ans sous votre pouvoir, le Peuple Gabonais vous demande légitimement des comptes.

**LETTRE OUVERTE A MONSEIGNEUR BASILE MVE,**  
**ARCHEVEQUE DE LIBREVILLE**  
**22 décembre 2008**

Excellence, Monseigneur l'Archevêque,

Vous savez les liens d'affection qui m'attachent à vous depuis l'âge de 12 ans, du petit séminaire Saint-Jean de Libreville au montage de votre radio catholique en 1999, sans parler des autres engagements au service de l'Eglise : Radio Notre Dame, KTO, l'Institut Edith Stein, Sindara, Ndjolé, Sainte Anne, le Jubilé Jean-Paul II dont j'ai été l'un des inspirateurs, etc. Ces engagements de laïc et de chrétien, je les dois à l'excellence de la formation reçue de l'Eglise.

« Amour et vérité se rencontrent, justice et paix s'embrassent » dit le psaume 85. Depuis 10 ans j'ai tenté de donner un peu d'amour en agissant au plan humanitaire en faveur des enfants défavorisés de Sindara et aussi un peu à ceux de Sainte Anne du Fernan Vaz, sans oublier la petite expérience en attente de Ndjolé. Depuis 1999 l'Institut Edith Stein a dépensé dans ces projets près de 300 millions de francs CFA, en partie de mes fonds propres. Les difficultés ont été immenses mais c'était une tentative de rendre un peu à d'autres enfants défavorisés ce que j'avais reçu.

En effet, moi, l'ancien gamin des bidonvilles de Libreville, fils de la cuisinière du séminaire saint Jean, j'ai eu la chance de m'en sortir, d'acquérir une bonne situation, et d'être toujours soutenu dans mes engagements par mon entourage : Dieu s'est montré généreux et j'ai le devoir de faire quelque chose pour les pauvres comme moi. C'est ainsi que j'ai choisi depuis dix ans de faire de petites choses pour ce Gabon que j'avais perdu de vue pendant une dizaine d'années, dont cinq dans une communauté catholique dans le sud de la France.

Toutes ces années m'ont fait comprendre une chose : mon pays souffre d'un grave déficit de vérité sociale et politique. Mon travail actuel à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS, Paris) a achevé de me faire saisir l'énormité du mensonge au Gabon : notre pays bien qu'africain est loin d'être pauvre. Bien au contraire : le travail caritatif s'il n'est pas éclairé par la lumière de la vérité, selon de qui est dit dans Jean I : " Le Verbe était la véritable Lumière qui, venant dans le monde, éclaire tout homme », peut devenir une sorte d'hypocrisie humanitaire.

Après le Jubilé Jean-Paul II, j'ai compris que je devais prendre mes responsabilités en tant que citoyen, laïc engagé dans le monde et bénéficiaire de la Providence de Dieu. La sainteté des laïcs dans le monde a pris forme pour moi comme un appel intérieur à parler pour les sans-voix de mon pays le Gabon et pour les pauvres dont je suis issu socialement et dont je ferai toujours partie. J'ai donc rejoint les rangs de la Société Civile Libre Gabonaise, conscient des risques très graves que je prends alors que je pourrais rester tranquillement en France pour profiter de ma petite situation.

Monseigneur, je ne peux plus me taire ! Si je le fais plus longtemps, je serai indigne de tous les enseignements que j'ai reçus de ma défunte mère que vous avez connue, des spiritains comme le Père Morel, des salésiens comme le Père

Caniou, des Focolari comme Chiara Lubich, du Renouveau charismatique, des Dominicains, des Carmes, de l'Opus Dei, des grands penseurs chrétiens : Augustin, Thomas More, Edith Stein, Maritain, Bernanos, Jean-Paul II...

J'ai choisi à titre purement individuel, de m'engager avec les Acteurs Libres de la Société Civile Gabonaise dans le combat pour la vérité, la justice, la paix au Gabon et la solidarité, d'être une des voix qui s'expriment à temps et à contretemps au Gabon. Cet engagement dont j'accepte toutes les conséquences par avance avec l'accord de Virginie, l'épouse inespérée que j'ai reçue de la Providence divine, n'a pas pour but de gêner ce que je fais pour aider un peu l'Eglise du Gabon. C'est un désir d'être encore plus utile au Peuple Gabonais dans son ensemble.

Je sais que vous comprendrez mon initiative qui vise à lutter contre les fameuses structures de péché dans mon pays et dont avait brillamment parlé Jean-Paul II pour qui, dans son encyclique "Sollicitudo rei socialis" (38-40), l'esprit de solidarité se traduit dans une détermination ferme et persévérante de travailler pour le bien commun parce que nous sommes responsables de tous. Lors de son message à la Conférence Internationale du Travail, le 15 juin 1982 le Pape devait déclarer aussi « que tous aident à mettre en place les structures appropriées économiques, techniques, politiques et financières, qu'impose indiscutablement l'établissement d'un nouvel ordre social de solidarité ».

C'est dans cet esprit qu'au nom de multiples ONG de la diaspora Gabonaise et de l'intérieur de notre pays, j'ai écrit une lettre ouverte au Président de la République Gabonaise que les catholiques comme les autres citoyens, comprendront aisément. En tant que simple citoyen s'exprimant librement je n'engage pas l'institution ecclésiale. Simplement, j'ai dépassé ma peur de ceux qui dilapident l'argent du Gabon sans tenir compte des pauvres. Oui, je désire parler au nom des Gabonais qui ont tant d'appréhension face aux mesures de coercition des politiciens Gabonais malgré l'aggravation des problèmes sociaux. Vous conviendrez que notre pays avec des ressources incroyables et une population aussi faible devrait être un modèle social incontestable ! Le problème est la mauvaise redistribution des immenses ressources et il est temps que des chrétiens laïcs prennent part à ce débat national des injustices sociales.

Je sais que vous comprendrez ma position et défendrez ma liberté d'action en tant que citoyen alors que les laïcs catholiques brillent par leur absence dans les débats de société. J'ai pris mes responsabilités seul, conscient de tous les dangers et je suis prêt à assumer les risques induits par cette nouvelle attitude de ma part.

Merci de transmettre ce courrier à vos frères dans l'épiscopat au Gabon en les assurant de mon amour filial et de mon profond respect. Je transmets pour ma part en France à qui de droit ce message dans un souci de clarté et de transparence.

Filialement et respectueusement,

## **LETTRE OUVERTE AU PEUPLE GABONAIS**

**30 mars 2009**

### **Ne plus avoir peur !**

*Peuples du Gabon, il nous faut ne plus avoir peur de cette peur qui nous empêche de vivre*

*La peur est une vertu positive qui pousse à l'action constructive*

*La peur, peut-être, mais la lâcheté, non, plus jamais*

*Pour l'honneur et la dignité du Peuple Gabonais*

*Levons-nous et marchons vers une lumière purificatrice*

*Construisons tous ensemble, comme un seul Homme, notre avenir commun*

Nous sommes à l'orée d'un page nouvelle dans l'Histoire du Gabon, notre maison commune ! Rien ne nous empêchera de tourner définitivement les anciennes pages. Depuis les bas-quartiers de Libreville dans lesquels j'ai grandi, ce que ma foi me fait qualifier de « Grâce Providentielle » m'a permis, à travers ma défunte mère et les personnes qui ont cru en moi, par l'éducation dont j'ai bénéficié dans les institutions religieuses, de côtoyer tout ce dont un enfant peut rêver pour se construire : force d'âme, richesses de l'esprit, et tout ce qui forge une personnalité et la met debout pour le reste de sa vie. Ce dont tous nos enfants devraient bénéficier malgré les hasards de la naissance. Le chemin providentiel qui m'a conduit jusqu'en Europe au sortir du Collège Bessieux de Libreville il y a une vingtaine d'années, m'a amené à ressentir plus que jamais, malgré le repos illusoire que peut donner le confort matériel, les souffrances et les gémissements du Peuple Gabonais. J'ai entendu l'appel du cœur, l'appel à un engagement total. Quel avantage y a-t-il à gagner le monde entier, si en oubliant son pays et ses frères, on se perd soi-même ? A un moment de sa vie, toute personne doit se dresser et tenir bon en acceptant d'en subir les conséquences quelles qu'elles soient.

Je me suis souvenu de ceux de notre terre. Ceux d'aujourd'hui mais aussi de ceux-là que je ne puis sans crainte nommer, Ceux qui sont nés avant nous, ceux qui semblent partis mais restent présents, Ceux qui ont lutté pour nous, Ceux-là, nos ancêtres, ceux que nous avons connus dans nos rêves, Ceux qui furent les maîtres de la nature, ceux qui furent les combattants de l'insoumission, Ceux qui furent des hommes-dieux, ceux-là, nos ancêtres, Ce sont les bruits qui font encore chanter nos forêts, Ce sont les enfants de l'Afrique orpheline. Au fond de moi, je

les ai entendus entonner l'hymne de la liberté, Ceux-là : EMANE TOLE, NYONDA dit MAVOUROULOU ELLANDE, REMBOLE, MBOMBE, WONGO, et d'autres...

Du passé de la colonisation retentissent encore les cris de ces hommes libres. Leurs chants de résistants inondent encore nos fleuves, nos savanes, nos forêts et nos cœurs. Les Anciens ont dit : «Ceux qui meurent sont des hommes. Ceux qui les remplacent sont aussi des hommes !» Comment le Gabon a-t-il fait, en moins d'un demi-siècle, pour retomber dans un état pire que celui de la colonisation ? Je dis au Peuple Gabonais : Jamais nos morts ne reposeront en paix sur la terre de nos ancêtres tant que nous laisserons un système indigne nous diriger comme des animaux et persécuter nos pères, nos mères, nos frères, nos sœurs et nos enfants. Je dis que la vie qu'on nous propose depuis presque 50 ans ne vaut pas la peine d'être vécue car vivre ce n'est pas attendre de mourir. Comme d'autres avant moi, je prends acte de l'Histoire qui est en marche au Gabon et de l'appel qui nous est lancé de l'extérieur et surtout de l'intérieur de nos consciences, pour porter et accompagner notre destin commun. La gouvernance parfaite n'existe pas, mais, moi qui ai eu la chance de vivre sous des cieux où le mot 'Liberté' a un sens, j'ai expérimenté qu'il est possible de gérer correctement un pays, de protéger les peuples des déviances dictatoriales par des mécanismes de contrôle de la gestion de l'Etat et par de réels contre-pouvoirs, de mettre en mouvement la solidarité nationale, de réveiller l'espoir et de bâtir ensemble des lendemains meilleurs. Le système Gabonais actuel, comme toute dictature qui ne dit pas son nom malgré des institutions irréprochables sur le papier, veut continuer à empêcher le Peuple Gabonais de sortir de la nuit. Ce système sait que lorsqu'une personne vit dans la peur pour son existence, elle ne peut jamais rien faire, ni pour l'élévation des autres, ni pour résoudre les nombreux problèmes sociaux que nous affrontons.

Transformons notre peur en énergie positive pour reconstruire ce qui a été détruit. Bien entendu, je ne suis qu'un citoyen Gabonais comme les autres, mais j'ai décidé de ne plus avoir peur. Je suis des vôtres dans le combat commun pour la liberté et le progrès ! Et ce combat, je vous le dis, nous l'avons gagné par avance si nous choisissons de ne plus avoir peur ! Les forces de la Justice triomphent toujours. « L'univers lui-même est du côté de la liberté et de la justice » (Martin Luther King). Nous sommes au bout du tunnel, la lumière est proche pour notre continent et notre pays ! Le Forum du 4 Avril 2009 est un rendez-vous pour l'Histoire, pour que demain ne soit plus jamais comme aujourd'hui. Il ne s'agit pas d'une assemblée de plus cherchant à faire briller des intelligences ou une personne particulière. Sans violence et sans haine, nous refusons simplement l'inacceptable car nous sommes des hommes et il faut que soient réaffirmés des principes comme celui-ci : les africains en général, et les Gabonais en particulier, ont le droit inaliénable de profiter de leurs richesses. Ce principe n'est pas contradictoire avec l'économie mondiale.

Le Forum du 4 avril 2009 est, à l'initiative de la Société Civile Gabonaise, un rassemblement républicain ouvert à tous, et plus singulièrement aux Gabonais qu'ils soient proches du pouvoir actuel ou férocelement opposés à celui-ci, qu'ils soient de la diaspora Gabonaise ou à l'intérieur de nos frontières. Je fais le serment devant le Peuple Gabonais que je ne serai jamais le Mba Abessole de la société civile. Je dis également à Messieurs Ali Bongo Ondimba et autres André Mba Obame que je ne serai pas le nouveau Rendjambè. Je ne crains pas leurs menaces et leurs tentatives funestes. Je ne plierai jamais le genou devant des criminels notoires. Je dis tout haut ce que chacun au Gabon murmure tout bas : le moment est propice pour tourner la page de l'hyper-corruption, de l'enrichissement illicite et de la criminalité financière qui sont une forme de génocide indirect dans nos pays. La réunion du 4 avril 2009 à Reims, ville qui sera capitale pendant 24 heures d'une Afrique qui se veut libre, comme Brazzaville a été capitale de la France libre dans les années 40, est aussi un espoir pour nos compatriotes Africains francophones. Peuple Gabonais, le 4 avril sera le signal d'un temps pour rompre le silence qui plane au dessus de l'Afrique. Nous ne voulons plus être réduits à cet état bestial dans lequel les systèmes politico-mafieux qui régissent le Gabon et les Etats africains en général souhaitent nous enfermer pour l'éternité. Nous sommes contre le système inventé par Omar Bongo Ondimba mais nous prions toujours pour lui, ses enfants et son entourage, afin que cette génération malveillante change de mentalité et évite les oubliettes de l'Histoire comme Bokassa, Amin Dada, Mobutu ou Macias Nguéma pour ne citer que ces Présidents africains de sinistre mémoire. Les Gabonais et les amis du Gabon doivent savoir que nous avons initié une révolution pacifique et éthique. Nous posons des questions censées qui n'ont rien d'infamant : Où passe la richesse nationale? Qu'attend-on d'un citoyen? A qui appartient l'Etat : à une personne ou à tous? Si nos Présidents savaient répondre à ces questions et en tirer les conséquences, nul ne s'en plaindrait. Mais, la direction prise par la nouvelle génération issue du « système-Bongo » est totalement inacceptable : hémorragie financière, répression des citoyens, injustices flagrantes, explosion des crimes...etc. Nos parents et nous-mêmes avons vécu dans la misère, nos vies sont sacrifiées, l'avenir de nos enfants dépend de la façon dont nous allons orienter nos existences ici et maintenant. Nous sommes obligés de nous lever pour sauver notre pays et donner un avenir à nos enfants !

Le temps où une poignée d'hommes pouvait impunément « diriger » une Nation sans rendre de comptes est révolu ! Au moment où le monde bouge, change et se développe à grande vitesse. Les Africains ont le devoir de ne pas rater le train de la mondialisation. Nous prendrons forcément notre destin en main car personne ne viendra le

construire à notre place ! L'heure a sonné du devoir, du courage personnel et de la conscience collective de la chose publique. Peuple Gabonais, c'est à nous de montrer une nouvelle voie, l'Afrique nous regarde !

LETTRE OUVERTE A SA SAINTETE LE PAPE BENOIT XVI  
25 mars 2009

Très Saint Père,

Au cours de votre voyage apostolique au Cameroun et en Angola (17-23 mars 2009), vous avez rejoint par vos paroles les préoccupations profondes des populations africaines, même si cela n'a pas été relevé par les commentateurs et les observateurs. Les préoccupations de ces derniers sont malheureusement souvent lointaines de celles de nos Peuples qui ploient sous un fardeau imposé par de mauvais dirigeants et une communauté internationale qui pratique à notre égard une indifférence sans équivalent dans le monde.

Nous, les Acteurs Libres de la Société Civile Gabonaise en Europe, au nom des citoyens libres du continent noir, tenons particulièrement à vous remercier chaleureusement pour votre discours du 20 mars 2009 devant les autorités politiques et civiles, ainsi que le corps diplomatique, au Palais présidentiel de Luanda.

Vos paroles prophétiques sont sans doute allées au cœur de tous les Africains lorsque vous avez déclaré qu' **« est arrivé pour l'Afrique le temps d'être le continent de l'espérance. Tout comportement humain droit est espérance en action. Nos actions ne sont jamais indifférentes devant Dieu ; et elles ne le sont pas non plus pour le développement de l'histoire. (...) Vous pouvez transformer ce continent, libérant votre peuple du fléau de l'avidité, de la violence et du désordre en le conduisant sur le chemin indiqué par les principes indispensables à toute démocratie civile moderne : le respect et la promotion des droits de l'homme, un gouvernement transparent, une magistrature indépendante, des moyens de communication sociale libres, une administration publique honnête, un réseau d'écoles et d'hôpitaux fonctionnant de façon adéquate, et la ferme détermination, basée sur la conversion des cœurs, d'éradiquer une fois pour toutes la corruption.(... ). »**

En effet, plus que de simples programmes et protocoles, les habitants de ce continent demandent à juste titre une conversion profonde, authentique et durable des cœurs à la fraternité. Leur exigence vis-à-vis de ceux qui œuvrent dans la politique, dans l'administration publique, dans les agences internationales et dans les compagnies multinationales est avant tout celle-ci : soyez à nos côtés de façon vraiment humaine, accompagnez-nous, ainsi que nos familles et nos communautés ».

Très Saint Père,

Vous avez ajouté que « Le développement économique et social en Afrique requiert la coordination des actions gouvernementales nationales avec les initiatives régionales et avec les décisions internationales. Une telle coordination suppose que les nations africaines ne soient pas seulement considérées comme les destinataires des plans et des solutions élaborées par d'autres. Les africains eux-mêmes, œuvrant ensemble pour le bien de leurs communautés, doivent être les premiers acteurs de leur développement. À ce propos, il y a un nombre croissant d'initiatives qui méritent d'être encouragées. Parmi elles, la New Partnership for Africa's Development (NEPAD), le Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la Région des Grands Lacs, le Kimberley Process, la Publish What You Pay Coalition et l'Extractive Industries Transparency Initiative : leur objectif commun est de promouvoir la transparence, la pratique honnête du commerce et la bonne gouvernance. Quant à la communauté internationale dans son ensemble, la coordination des efforts pour affronter la question du changement climatique est d'une urgence décisive, tout comme l'entière et juste réalisation des engagements pour le développement indiqués par le Doha round, ainsi que la concrétisation de la promesse des Pays développés, faite à plusieurs reprises, de consacrer 0,7% de leur PIB (Produit Intérieur Brut) à l'aide officielle au développement. Cette assistance est encore plus nécessaire aujourd'hui avec la tempête financière mondiale qui sévit. Mon souhait est que cette assistance ne soit pas une autre de ses victimes ».

Dans vos propos se reflète l'humanisme intégral du catholicisme à l'égard des victimes de la corruption et de la mauvaise distribution des richesses du sous-sol africain.

Comme vous l'avez également souligné à l'Aéroport international de Yaoundé au Cameroun, le 17 mars 2009, à propos d'un temps pour l'espérance en Afrique : « ce moment de grâce est un appel pour l'ensemble des Évêques, des prêtres, des religieux et des religieuses ainsi que des fidèles laïcs de ce continent, à se consacrer avec un élan nouveau à la mission de l'Église : apporter l'espérance au cœur des peuples de l'Afrique et des peuples du monde entier ».

Très Saint Père, nous vous sommes reconnaissants de l'intérêt que vous avez manifesté envers l'Afrique, notre beau continent crucifié par la rapacité de ceux qui la dirigent ou qui la convoitent.

Le philosophe allemand Hegel, considérait que l'Afrique noire n'avait pas d'Histoire : la conscience y étant à l'état d'inconscience, il n'y avait chez les Africains pas de place pour l'Esprit et donc, pas d'Histoire. Le Pape allemand que vous êtes a au contraire exhorté les Africains chrétiens à relever la tête et l'honneur du continent : « **Même au sein de grandes souffrances, le message chrétien est toujours porteur d'espérance.(...). Devant la souffrance ou la violence, devant la pauvreté ou la faim, devant la corruption ou l'abus de pouvoir, un chrétien ne peut jamais garder le silence. Le message de salut de l'Évangile doit être proclamé de manière forte et claire, afin que la lumière du Christ puisse briller dans les ténèbres où les gens sont plongés. Ici, en Afrique, tout comme en de si nombreuses régions du monde, des foules innombrables d'hommes et de femmes attendent de recevoir une parole d'espérance et de réconfort. Des conflits régionaux laissent des milliers d'orphelins et de veuves, de sans abri et de démunis. Sur un continent qui, par le passé, a vu tant de ses enfants cruellement déracinés et vendus par delà les mers pour devenir des esclaves, aujourd'hui le trafic des êtres humains, en particulier de femmes et d'enfants sans défense, est devenu une forme nouvelle d'esclavage. Alors que nous connaissons en ce moment une insuffisance de la production alimentaire, des troubles financiers, et des perturbations liées au changement climatique, l'Afrique souffre de façon disproportionnée : de plus en plus d'habitants s'enfoncent dans la pauvreté, victimes de la faim et des maladies. Ils crient leur besoin de réconciliation, de justice et de paix, et c'est ce que l'Église leur offre. Non pas de nouvelles formes d'oppression économique ou politique, mais la glorieuse liberté des enfants de Dieu (Rm 8, 21) ».**

Très Saint Père,

Nous, les Acteurs Libres de la Société Civile Gabonaise en Europe, au nom des Peuples Africains, tenons à vous remercier pour ce que vous avez dit sur le SIDA. A savoir que : « **si les Africains n'aident pas [en engageant leur responsabilité personnelle], on ne peut pas résoudre ce fléau par la distribution de préservatifs : au contraire, ils augmentent le problème. La solution ne peut se trouver que dans un double engagement : le premier, une humanisation de la sexualité, c'est-à-dire un renouveau spirituel et humain qui apporte avec soi une nouvelle manière de se comporter l'un envers l'autre, et le deuxième, une véritable amitié également et surtout pour les personnes qui souffrent, la disponibilité, même au prix de sacrifices, de renoncements personnels, à être proches de ceux qui souffrent. Tels sont les facteurs qui aident et qui conduisent à des progrès visibles ».**

Nous, les Acteurs Libres de la Société Civile Gabonaise, au nom de l'Afrique, contestons la vision « copulative » à laquelle nous réduisent les décideurs africains et les médias, comme si nous étions condamnés à vivre dans le règne animal jusqu'à la fin des temps. Nous refusons les étiquettes et les stéréotypes qui veulent faire de l'être africain uniquement une personnalité destinée à la seule survie quotidienne, préoccupée par la satisfaction de ses instincts primaires.

Très Saint Père, le monde ne refuse-t-il pas, au fond, de nous reconnaître la pleine dignité du genre humain en ne s'intéressant au sort des Africains que lorsqu'il s'agit des questions sexuelles ? Comme si nous n'étions pas capables de nous élever au dessus des instincts basiques ? Comme si le pouvoir de l'esprit et de la pure abstraction n'étaient pas à notre portée ? Le monde refuse d'entendre nos revendications : liberté, sortie de la misère, fin de la corruption.

Pourquoi ceux qui s'intéressent tant à notre salut lorsqu'il s'agit de préservatifs ne se coalisent-ils pas pour nous délivrer plutôt de la dictature et du sous-développement ? Nous connaissons tous les dangers du SIDA mais pourquoi taire le fait qu'il serait jugulé si les systèmes politico-économiques totalitaires n'en encourageaient pas la propagation par leurs comportements désordonnés élevés en référence, en incitant les populations, dès leur plus jeune âge, à adopter des comportements dramatiques. Tout ceci sur lit de misère liée à la mauvaise gestion et au pillage par les « gouvernants » des immenses richesses de nos pays. Les principaux responsables de cet état de fait sont d'abord nos chefs d'Etat qui, pour un misérable plat de lentilles fait de valises d'argent, choisissent d'organiser le malheur de leurs peuples pour satisfaire leurs propres concupiscences.

Très Saint Père,

Le monde accepte volontiers que les Africains vivent dans des conditions qu'aucun décideur occidental n'accepterait pour ses administrés. Nous ne l'acceptons plus, pour l'honneur et pour la dignité des Peuples Africains.

Nous sommes blessés par les agressions dont vous avez été victime, pour une fois que les projecteurs de la communauté internationale étaient, grâce à vous, braqués sur nous.

Où étaient donc les protecteurs quand des milliers de congolais de Brazzaville furent massacrés par le Général-Président Denis Sassou Nguesso encore récemment ? Que toutes les bonnes âmes qui aiment tant les Africains quand il s'agit de préservatifs viennent donc vivre avec nous au milieu des immondices et des bidonvilles de Libreville ou de Lomé ! Le pillage éhonté du continent par ses dirigeants, ses élites et leurs complices ne les dérange pas ? Non, ce qui les dérange, c'est que le Pape nous dise que nous ne sommes pas faits pour vivre éternellement dans le règne animal dans lequel le monde se complait à nous enfermer.

Très Saint Père,

Au nom de l'Afrique qui est dans les chaînes, nous vous demandons pardon pour les insultes qui vous ont été adressées.

Nous avons compris votre message d'espérance à l'endroit des Peuples Africains, et, ***nous allons œuvrer, en prenant nos responsabilités personnelles, pour « transformer ce continent, libérant notre peuple du fléau de l'avidité, de la violence et du désordre en le conduisant sur le chemin indiqué par les principes indispensables à toute démocratie civile moderne : le respect et la promotion des droits de l'Homme, un gouvernement transparent, une magistrature indépendante, des moyens de communication sociale libres, une administration publique honnête, un réseau d'écoles et d'hôpitaux fonctionnant de façon adéquate, et la ferme détermination, basée sur la conversion des cœurs, d'éradiquer une fois pour toutes la corruption.(... ) ».***

Très filialement,

#### DISCOURS INAUGURAL DU FORUM DE REIMS

4 avril 2009

C'est donc ici et maintenant, à Reims, au cœur de la Champagne (France), que nous, les descendants des « Indigènes » qui ont combattu pour la liberté de la France et de l'Europe, avons décidé de nous retrouver pour célébrer l'Afrique libre.

Je suis au regret de le dire mais nous sommes ici parce qu'une telle réunion organisée par la Société Civile aurait été probablement impossible pour le moment dans nos pays d'origine en général et je pense quelque part, dans mon pays le Gabon en particulier.

Ceux qui gouvernent actuellement l'Afrique, et plus précisément l'Afrique francophone, avec des méthodes d'un autre âge, ou ceux qui aspirent à la diriger en ayant été élevés au biberon de la dictature, de la corruption, de la mauvaise gouvernance, ceux-là semblent plus préoccupés (espérons que cela change !) par la satisfaction de leurs propres besoins que par le bonheur des peuples qu'ils sont supposés mener avec efficacité.

Europe ! Souviens-toi de ce que tu dois à l'Afrique :

- Le travail de tes anciens esclaves ;
- La sueur de tes anciens colonisés ;
- La renaissance pendant la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale de la France Libre à Brazzaville ;
- La richesse de tes multinationales et de tes entreprises.

Europe !

Jusqu'à quand resteras-tu insensible aux souffrances des enfants d'une terre qui t'a tant donné ?

Aujourd'hui, c'est l'Afrique qui appelle la France et l'Europe à user du rang qui est le leur dans le monde pour faire évoluer positivement la gouvernance en Afrique francophone. Cette Afrique qui est si mystérieusement en retard sur le reste du continent. Cette Afrique qui paraît incapable de susciter des forces et des figures morales susceptibles d'émerveiller le monde.

Afrique francophone, où sont tes Nelson Mandela ?

Afrique francophone, où sont tes Desmond Tutu ?

Afrique francophone, où sont nos Wangari Maathai ? Où sont nos Ellen Johnson Sirleaf ?

Nous sommes ici à Reims, ville de la réconciliation franco-allemande qui a vu d'anciens ennemis apparemment héréditaires, les Français et les Allemands, se réconcilier dans la cathédrale (de cette ville). L'Europe doit ce miracle historique au Général de Gaulle et au Chancelier Adenauer.

Où-sont les nouveaux dirigeants européens et africains pour sceller un nouveau partenariat entre nos deux mondes ? Une relation basée sur l'estime et le respect réciproque et non cette relation curieuse qui met en scène d'un côté les Européens et de l'autre les Africains dont le seul point de convergence serait l'exploitation des matières premières africaines et le point de divergence l'immigration choisie ou non choisie comme vous le savez.

Nous sommes au XXI<sup>e</sup> siècle et cela signifie pour nous que cette relation empreinte de malaise est appelée à évoluer vers un vrai partenariat, vers une alliance des différences, un monde multi-couleur, bref, une Révolution Arc-en-Ciel.

Pour nous, les Acteurs Libres, le problème entre l'Europe et l'Afrique, la France ou le Gabon, la France ou le Congo, la France ou tout autre pays d'Afrique francophone, ne réside pas dans ce qu'il est coutume d'appeler la France-Afrique, les réseaux affairistes, les lobbies maçonniques ou la vision raciste des liens entre l'Afrique et l'Europe.

Nous sommes une génération qui a grandi avec des chefs d'Etat adoubés par la France, dans son pré carré. On peut supposer que les intérêts de la France pendant la Guerre Froide nécessitaient (probablement ?) le choix d'un certain nombre de dirigeants au profil bien établi et Dieu sait que dans mon pays le Gabon, ou ailleurs, nous avons hérité de Présidents connus universellement comme des 'dinosaures' insubmersibles. Mais aujourd'hui, nous qui avons grandi avec ces présidents à vie, nous avons le devoir de le dire : les temps ont changé ! Nous sommes à l'ère de la mondialisation et le XXI<sup>e</sup> siècle est entamé.

Les enjeux du nouveau siècle tels que la science, l'éducation, la culture et la gouvernance moderne, ne correspondent plus, au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. L'époque actuelle nécessite un changement de modèle, un renouvellement de la matrice et ces dirigeants qui ont été choisis pour diriger nos Etats ne sont plus à même de dynamiser valablement les économies africaines, sinon cela se saurait, de gérer correctement la chose publique, de présenter à leur peuple une vision convaincante, pour sortir de la pauvreté, de la misère...

Bien au contraire, étant arrivés au pouvoir avec des notions d'un autre temps, ceux que nous critiquons respectueusement n'ont trouvé que la corruption, les détournements de l'argent public, la mauvaise gouvernance, pour se construire un socle politique. Et cela aussi doit changer.

Pour nos Présidents, l'Etat c'est le Chef de l'Etat, l'argent de l'Etat c'est l'argent du Chef de l'Etat et de ses proches. Cela est une erreur économique, cela est une erreur de l'ordre de la gouvernance.

La redistribution des formidables ressources ne profitant pas d'abord aux populations, l'effondrement du niveau de vie est général alors même que les Pays Arabes du Golfe, avec des revenus similaires aux pays d'Afrique francophone, réussissent à dynamiser leurs économies. Le Qatar, le Koweït, le sultanat d'Oman, pour ne citer que ces pétromonarchies (qui ne sont pas pourtant des modèles de démocratie), ont réussi non seulement à développer les infrastructures de leur région, à réaliser des investissements structurants impressionnants, mais également à se constituer des matelas financiers qui assurent d'ores et déjà aux générations futures une certaine sécurité. C'est un minimum que nous demandons pour les populations des pays d'Afrique francophone et d'Afrique en général.

Dans le même temps, la diversification des activités des pays du Golfe est marquante contrairement à nos pays. Ils n'ont que du pétrole et du désert, quand nous nous avons d'autres richesses : de l'eau, des terres agricoles, du bois, de l'or, du diamant, de l'uranium, ... et que nous n'en faisons strictement rien !

Il suffit de se promener dans les capitales africaines pour savoir ce que nous faisons de nos richesses notamment en Afrique francophone ou en Afrique centrale. Ce qui est une tragédie qui ressemble malheureusement à une forme de destruction des populations africaines.

Pourquoi notre génération se tairait-elle davantage alors que nous avons le sentiment que ces pouvoirs à vie ont gâché nos existences, nous qui sommes nés avec ces Présidents ? Nous avons eu nos vies gâchées par ces formes de gestion de l'Etat. Pourquoi nous en voudrait-on parce que nous avons le courage et la force de le dire ? Nous pensons que nos vies ont été gâchées, nous, la génération des trentenaires ou des quarantenaires parce que nous avons été empêchés de développer nos pays par la volonté de puissance de quelques uns et leur désir de tout garder pour eux, et cela doit aussi changer.

Nous sommes ici à Reims, enfin, pour dire à la face du monde que la richesse des Africains doit profiter d'abord aux Africains comme la richesse des Européens profite d'abord aux Européens. Mais je veux être clair : l'enrichissement à venir des Africains n'est pas contraire à l'économie mondiale, n'est pas contraire aux intérêts des grandes entreprises, notamment européennes, bien au contraire, si les Européens savent conforter leurs positions historiques en Afrique, en n'ayant pas peur de l'éthique, en n'ayant pas peur du droit, et si les Africains arrivent à dépasser cette vision erronée que nos dirigeants et leurs affidés ont de l'Etat, du citoyen et de la richesse nationale, alors le Nouveau Partenariat Europe-Afrique sera un partenariat gagnant-gagnant.

L'Afrique profitera comme les pays d'Asie du savoir faire des entreprises européennes à condition que le rôle de l'Etat africain (crise financière internationale oblige) ne soit pas amoindri. Les Européens continueraient d'avoir accès à nos immenses ressources, mais bien plus encore, les populations jeunes d'Afrique deviendraient un nouveau marché de consommateurs performants dans la mesure où chacun aura compris qu'il y a plus d'intérêt à avoir des millions d'Africains riches qu'une toute petite caste de pseudo-riches au pouvoir dont le seul objectif est malheureusement pour nous... de s'accaparer les immenses ressources de l'Etat.

Les Européens n'ont aucun intérêt à laisser développer à leur porte, au sud de la Méditerranée, un espace aussi riche potentiellement mais dont les inégalités et les incohérences en matière de gestion sont porteuses d'instabilité chronique. Et l'Europe le sait ! Je pense au syndrome de l'immigration qui nous vaut quelques charters remplis à bloc.

Nous devons changer de relation car le monde a changé.

Nous les Congolais, nous les Gabonais, nous les Tchadiens, nous les Africains, nous devons revendiquer nos droits devant le monde entier, de vivre libres, en paix et en sécurité pour élever nos enfants sans cette angoisse permanente qui vient de la dictature et du sous-développement car nous en avons les moyens. Il faut donc que le monde comprenne notre volonté et notre désir d'être traités avec humanité afin que nous ne nous considérions plus comme une race maudite mais comme des êtres humains à part entière qui ont le droit comme tout un chacun de vivre normalement sur une terre normalisée.

### **DECLARATION DE REIMS**

**4 avril 2009**

Aujourd'hui, 4 avril 2009 s'est tenu à Reims, sous le patronage de l'IRIMEP (Institut de Recherche International pour une Médiation Economique et Politique), en partenariat avec les Acteurs Libres de la Société Civile Gabonaise, les Amis de la République du Congo Brazzaville et de nombreuses organisations francophones, un Forum pour appeler à l'établissement d'un Nouveau Partenariat entre l'Europe et l'Afrique.

La ville de Reims est le symbole d'un monde qui a su dépasser ses divergences. Après deux guerres mondiales effroyables qui ont détruit l'Europe en général et Reims en particulier, les Français et les Allemands sont parvenus à se réconcilier dans la cathédrale des sacres le 8 juillet 1962.

Les batailles de la Marne ont fait de nombreuses victimes européennes mais également « Indigènes », c'est-à-dire africaines. Ils se sont battus pour la liberté de l'Europe. Aujourd'hui, 4 avril 2009, les descendants de ces anciens « Indigènes » se sont réunis à Reims pour affirmer leur droit à être libérés de l'esclavage de la dictature, de la mauvaise gouvernance, de l'hyper-corruption, de l'injustice et de tant d'autres maux dont souffre l'Afrique dans une indifférence sans équivalent dans le monde.

Le nouvel ordre international que la planète entière espère ne peut se faire en défaveur du continent africain qui possède les plus importantes matières premières et la population la plus jeune au monde. Refuser aux Africains le droit de bénéficier d'une part conséquente de la richesse de leur sous-sol en encourageant des systèmes de prédation sans humanité, fermer les yeux devant les conditions inhumaines dans lesquelles vivent les populations du continent noir, autoriser des pouvoirs illégitimes à organiser le malheur de leur propre peuple ou poursuivre l'aide au développement, l'effacement des dettes et des prêts accordés par les Institutions Financières Internationales sans contrôle ni garantie de transparence s'apparente à un génocide passif des Peuples Africains qui sont ainsi obligés de choisir entre immigrer ou supporter de vivre dans la misère sur une terre immensément riche.

Nous, Acteurs de la Société Civile Africaine et Européenne,

Nous, Personnalités et Intellectuels d'Europe, du Gabon, du Congo-Brazzaville, de la RDC, du Tchad, de République Centrafricaine, du Mali, de Mauritanie, etc.

Nous, Partis Politiques,

Nous, citoyens et citoyennes d'Europe et d'Afrique,

- Affirmons que l'Europe et l'Afrique ont une histoire commune séculaire faite de blessures mais aussi d'apports respectifs. Après l'esclavage, la colonisation et la Guerre Froide ont favorisé en Afrique l'émergence de mauvais dirigeants. L'heure est venue de dépasser une vision archaïque des Peuples Africains. Il appartient à l'Union

Européenne de prendre les initiatives nécessaires pour que le Nouveau Partenariat entre l'Europe et l'Afrique repose sur des bases de Droit, de Justice, de gouvernance moderne et de partage équitable des richesses nationales.

- Affirmons que l'économie mondiale se prive de capacités nouvelles et susceptibles de la régénérer. Les populations africaines représentent un immense potentiel en termes de consommation. L'Afrique centrale est une des zones les plus riches du monde. Le Nouveau Partenariat profitera rapidement à l'Europe et à l'Afrique si des mesures appropriées sont prises et si les Etats africains sont dirigés par une nouvelle génération de leaders compétents.

- Affirmons que la communauté internationale ne peut accepter que les populations africaines de pays très riches soient réduites à un état animal et dont l'unique préoccupation est la survie quotidienne.

- Affirmons que la mal-gouvernance, le détournement de fonds et le pillage généralisé des pays africains sont un crime contre l'humanité.

- Affirmons que les pouvoirs corrompus n'ont pas à bénéficier sans conditions d'aides financières des Institutions internationales.

- Affirmons que l'argent de la richesse nationale et celui de la communauté internationale ne peut pas être utilisé à des fins douteuses comme le commerce des armes ou l'enrichissement personnel de quelques personnes.

- Affirmons que la redistribution des richesses en faveur des populations du continent africain est une condition majeure des bonnes relations entre les Etats européens et les Etats africains.

- Affirmons que les pays européens n'ont pas intérêt à fermer les yeux sur les violations des processus démocratiques en Afrique. L'Afrique et l'Europe ne peuvent pas accepter le principe des successions dynastiques automatiques et imposées.

- Affirmons que l'Union Européenne ne peut s'abriter derrière les notions de souveraineté des Etats pour justifier une inaction en faveur des Peuples Africains. Elle a les moyens de pression pour faire évoluer la gouvernance en Afrique tels que la stabilité du Franc CFA grâce à l'Euro, institutions bancaires (le Club de Paris, l'AFD, le FMI, ...) ou les coopérations multiformes civiles ou militaires.

- Affirmons que fermer les yeux sur les violations massives des Droits de l'Homme qui frappent les citoyens ordinaires en Afrique est un scandale inacceptable par la communauté internationale : meurtres et crimes rituels, non respect des droits élémentaires dans des prisons surpeuplées, assassinats politiques, menaces, intimidations, achat de consciences, violences physiques et morales,...

- Affirmons que le principe d'une Justice indépendante en Afrique comme en Europe est une nécessité dans l'intérêt des citoyens. Les pouvoirs arbitraires ne peuvent violer les droits des avocats et les Etats africains doivent respecter les chartes, les conventions et les textes qu'ils ont signés. La Justice doit être au service de tous et non l'instrument d'un groupe.

- Affirmons que les médias africains doivent être libres et que tout citoyen doit avoir accès à une information réelle et non déformée.

- Affirmons que les citoyens africains ont le droit de se constituer en association, de s'engager en politique ou de militer dans un syndicat sans que les pouvoirs politiques ne considèrent ces engagements comme une atteinte à leur autorité.

- Affirmons que les Chefs d'Etat africains n'ont pas vocation à s'éterniser au pouvoir. Cela est contraire aux intérêts légitimes des populations.

- Affirmons que les religions, les spiritualités et les mouvements philosophiques n'ont pas le droit de garder le silence face la grande pauvreté des Africains due à la corruption et à la mal-gouvernance. Les responsables religieux, les leaders spirituels et les responsables de groupes de pensée ne doivent pas être complices des génocides même passifs qui frappent les africains.

- Affirmons que la Société Civile Africaine est essentielle pour l'émergence d'un Nouveau Partenariat entre l'Europe et l'Afrique. Elle doit être protégée, reconnue et défendue.

- Affirmons que l'Etat en Afrique ne peut être la propriété d'une personne, d'un clan ou d'un groupe mais bien une réalité commune au service de tous.

- Affirmons que le citoyen africain n'est pas un instrument à la merci d'une personne détentrice de l'autorité de l'Etat. Il a le droit d'exprimer ses convictions et ses idées librement sans être emprisonné, persécuté ou victime de toute forme répression.
- Affirmons que les régimes africains doivent être jugés par la communauté internationale sur l'utilisation de la richesse nationale et sur leurs capacités à mettre en place des investissements structurants.
- Affirmons que la restitution des biens mal acquis est un principe inaliénable du droit international et qu'il faut le faire respecter.
- Affirmons que les populations africaines ont le droit de vivre dans des conditions humaines et qu'il est inacceptable que des pays extrêmement riches laissent leurs citoyens vivre dans des conditions d'extrême misère.
- Affirmons que des chefs d'Etat, des dirigeants ou des leaders politiques ayant accédé au pouvoir par la violence ou pratiquant la violence envers leur propre peuple, de manière active ou passive, doivent être poursuivis devant les tribunaux internationaux et empêchés de se représenter à une élection.
- Affirmons que les populations africaines, et en particulier les enfants, doivent avoir accès en priorité à l'éducation et aux soins. Tout gouvernement ne remplissant pas ce devoir doit être remis en cause.

Convaincus que le Nouveau Partenariat entre l'Europe et l'Afrique est un acte de réconciliation entre deux mondes qui devraient s'entendre et s'allier, nous exprimons par cette déclaration un cri du cœur des peuples d'Afrique : Tous les Hommes sont frères, considérez-nous avec humanité !

Nos ancêtres les anciens esclaves ont rêvé d'être libres et l'esclavage a été aboli.

Nos parents ont rêvé de la décolonisation et nos pays sont devenus indépendants.

Nous rêvons d'être libérés d'un nouvel esclavage qui nous est imposé par nos propres frères.

Nous rêvons d'être libérés d'une pauvreté que nous n'avons pas choisie.

Cette liberté nous la verrons !

#### INTERVENTION LORS DU FORUM POUR UNE NOUVELLE AFRIQUE ASSEMBLEE NATIONALE FRANCAISE

5 juin 2009

Permettez-moi en introduction de mon propos sur l'Union Africaine d'exprimer avec gravité l'émotion intense qui est la mienne en prenant la parole ici, à l'intérieur du Palais Bourbon, cet édifice chargé d'Histoire qui abrite la Représentation Nationale Française. Je me présente dans ce haut-lieu de la démocratie universelle avec admiration pour cette Europe qui a su dépasser ses querelles et construire un avenir commun mais exigeant pour les gouvernants. « Entre ici, ... » disait l'immense homme d'Etat André MALRAUX, lors du transfert des cendres du résistant Jean MOULIN au Panthéon le 19 décembre 1964. Toutes proportions gardées, j'entre ici dans les locaux de l'Assemblée Nationale comme un Citoyen Gabonais qui veut vivre LIBRE, un intellectuel poursuivi par son gouvernement pour délit d'opinion à cause d'une simple LETTRE OUVERTE et qui a failli être éliminé physiquement comme d'autres, pour des convictions contraires à la pensée unique. André MALRAUX qui a représenté la France le 17 août 1960, jour de l'Indépendance du Gabon, aurait-il pu imaginer que nous sortirions de la colonisation pour nous retrouver réduits à un nouvel esclavage imposé par nos propres frères : misère, sous-développement, tyrannie, persécutions... ?

La France est un de ces grands pays du « Monde Libre » qui peut comprendre ce qu'est, dans l'âme de nos peuples en Afrique, le désir impérieux de vivre enfin libres et de mener une existence normale sur une terre africaine qui aspire à être définitivement normalisée. La France Libre, je le rappelle, a commencé à renaître de ses cendres à Brazzaville la capitale du Congo, en terre africaine, dans la période sombre de 1940. A ce sujet, saluons tous les combattants morts pour la liberté de l'Europe, en cette veille du 6 juin, date-anniversaire du débarquement en Normandie, au nord-ouest de la France. Saluons ces « Nations Libres », au premier rang desquels les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni, qui ont vaincu avec la France Libre, la dictature nazie. Soyons fiers de ces « armées du monde » venues de loin, ces « troupes indigènes » ou ces tirailleurs sénégalais c'est à dire gabonais, congolais et autres, qui ont réduit à néant une

idéologie meurtrière et déshumanisante pour l'Europe, les Juifs, les Tziganes, les Noirs et d'autres minorités. De tous temps des Africains se sont battus pour un rêve commun : La Liberté !

Je salue également la visite imminente en France du nouveau Président afro-américain, M. Barack OBAMA venu célébrer la Liberté avec le Président français Nicolas Sarkozy. Ce dernier, lors de la campagne présidentielle en 2007 a dit, lors de son dernier discours le 3 mai 2007 à Montpellier : « *J'ai senti dans ce malheur, dans cette douleur, qu'il y avait sur le sacrifice de nos compatriotes du début du XXe siècle, qu'il y avait là, (...) l'âme de la France. Une âme construite dans la douleur et le sacrifice des générations qui nous ont précédés pour que nous soyons libres. (...). J'ai senti l'âme de la France parce que j'y ai rencontré des Français qui aimaient profondément leur pays, leur Patrie, leur Nation. Voilà la France à laquelle je veux m'adresser* ». C'est vers cette « France Eternelle » que le monde s'est toujours tourné, celle qui va de Jeanne d'Arc à Descartes, de Montesquieu à Victor Schoelcher, de Victor Hugo à l'Abbé Pierre pour ne citer que quelques grands personnages de ce pays. Cette France qui a souvent étonné le monde et « qui ne veut pas mourir » selon l'expression du Président Sarkozy (le 16 mai 2007 à l'occasion de la cérémonie de son installation), cette France-là est attendue, non pas seulement au sud de la Méditerranée mais également au sud du Sahara. Elle est attendue pour faire briller à nouveau les valeurs universelles de sa République : la **Liberté**, l'**Egalité** et la **Fraternité**. La France qui a toujours été un des deux puissants moteurs de la construction européenne ne peut se recroqueviller sur elle-même. Ce serait une faute contre la civilisation. La paralysie, pour ne pas dire l'atonie de l'Afrique francophone, a des origines anciennes, et c'est la responsabilité historique des autorités françaises de favoriser un dynamisme de l'espace francophone, notamment en Afrique. Être francophone doit être un motif de fierté et non une marque de faiblesse et cela est possible !

L'observation des relations internationales nous montre que la tendance mondiale est au renforcement de l'intégration entre les pays et les régions. Le commerce des biens et services, les mouvements de capitaux et de ressources humaines, se développent de façon exponentielle et s'accompagnent d'un partage accéléré de la technologie entre les pays et les régions. Aussi devient-il urgent de savoir si l'Afrique a pris la mesure de cette réalité, et si « oui », comment compte-t-elle rattraper le train du progrès scientifique et technologique en marche ? Dès les années 50, quand naît la première élite politique africaine, pour la majorité des anciens étudiants des universités de Paris et de Londres, l'idée d'un grand Etat, à la dimension du Continent commence à germer. On parle déjà des Etats-Unis d'Afrique. Le principal précurseur et défenseur de ce panafricanisme continental est Kwame Nkrumah, le père de l'Indépendance du Ghana. L'intégration régionale est apparue comme le cadre idéal pour éliminer les obstacles qui entravent les échanges inter-africains et internationaux. L'élimination des barrières a permis aux petits marchés africains, à l'intérieur des frontières nationales, de s'ouvrir pour créer des marchés régionaux permettant de faire des économies d'échelle et de maintenir les systèmes de production et de marché.

Les dirigeants africains ont toujours voulu voir s'accomplir une intégration régionale en Afrique qui permettrait la création d'un espace et/ou d'un marché commun africain. Qu'elles soient régionales ou continentales, les organisations visant la réalisation de l'Unité Africaine se sont multipliées depuis les années 60. Mais, si les pays ont eu de bonnes raisons de tenter de se regrouper pour des raisons géopolitiques, géostratégiques ou économiques, monétaires et commerciales, chacun peut constater que la multiplicité de ces groupements constitue une source de difficultés qui, à terme, bloque le fonctionnement de ces organismes.

L'Union Africaine (UA) considère les communautés économiques régionales comme les piliers de l'intégration économique du continent et a identifié cinq régions : Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest, Afrique de l'Est, Afrique Centrale et Afrique Australe. La plupart de ces régions n'ont, malheureusement, pas encore mis en œuvre de législation du travail commune ni officialisé le droit de résidence et d'installation. Elles sont de fait, en retard dans presque tous les domaines essentiels pour la réussite d'une intégration, à l'exception de la création de banques régionales. Les progrès dans l'harmonisation des politiques fiscales, la déréglementation des secteurs financiers, la libéralisation du compte capital et dans bien d'autres domaines, sont insuffisants. Comment envisager une intégration régionale avec des Etats qui sont pour la plupart pauvres, sans économie réelle, dépendants des matières premières pour leurs ressources financières et qui importent la quasi totalité de leur alimentation et de leurs biens de consommation ? Peut-on valablement réaliser une intégration régionale si les populations qui sont, ne l'oublions pas, les principales concernées, n'ont pas la possibilité de se déplacer à moindre coût, d'un pays à un autre, si une marchandise ne peut pas passer une frontière sans risque ? La réponse est non !

De manière générale, les Gouvernements et les organisations intergouvernementales ont monopolisé le dialogue sur l'intégration, mais on commence à reconnaître la nécessité de faire participer la Société Civile à l'intégration régionale. Il n'y a pas de dialogue au niveau national, mais dans près de la moitié des pays, l'intégration régionale fait l'objet de débats au sein des Parlements, ce qui permet à la Société Civile d'être informée et de participer. Cependant, les mécanismes de consultation sur l'intégration régionale laissent de côté des pans entiers de la société. Des secteurs importants comme le monde ouvrier, les enseignants, les transporteurs et bien d'autres, ne sont pas associés ni

consultés. Pour que l'espoir d'une intégration régionale en Afrique se réalise, toutes les communautés économiques régionales doivent suivre un schéma précis et des critères qui garantiront la cohérence et la convergence sur la voie d'une intégration raisonnable du Continent. Parler de l'intégration régionale en Afrique, lorsqu'on en est pas un spécialiste, est une entreprise assez difficile, surtout lorsqu'on doit en discuter avec des personnes savantes et averties des contours de cette question. Aussi, pour faire simple, je vais vous en parler non pas comme un économiste, ce que je ne suis pas, non plus comme un géographe ou un historien, mais comme un citoyen africain qui, à l'instar de nombreux autres africains, nourrit beaucoup d'espoir sur l'intégration régionale africaine.

Ainsi, en m'inspirant de l'exemple que nous présente l'Europe, on pourrait définir l'intégration régionale africaine comme étant : « un processus qui met ensemble des Etats et des Peuples, à travers des politiques communes, afin de coordonner des activités nécessaires au fonctionnement harmonieux de l'espace commun ». Il n'y a pas d'intégration sans les Peuples... Et, tant que les débats ne sortiront pas des Sommets, des Conférences et des Colloques pour se tenir au niveau des populations et des acteurs économiques et sociaux, l'intégration régionale africaine demeurera un vœu pieux. Il y a la question de la légitimité de ceux qui gouvernent et prétendent parler au nom des Peuples qu'ils ne représentent pas puisqu'ils ne leur doivent pas leur pouvoir... la plupart des Chefs d'Etat africains sont plus préoccupés par leur propre survie politique que par le devenir des Peuples qu'ils gouvernent. L'évolution de l'Afrique vers un mieux être passe par la case DEMOCRATIE. Aucune évolution rationnelle ne peut s'envisager en Afrique si, au préalable, les Etats ne sont pas pacifiés et démocratisés. Un peuple qui souffre ou qui a faim ne se préoccupe pas des questions d'intégration régionale.

En ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, il n'est pas nécessaire d'être un grand spécialiste pour constater que l'Afrique francophone est dans une situation des plus délicates. D'un côté la recrudescence de la violence politique plonge des zones entières du Continent dans un état bestial, où, comme le disait HOBBS, « l'homme est un loup pour l'homme », notamment au Tchad, au Burundi, en République Démocratique du Congo, au Congo Brazzaville ou en Côte d'Ivoire, même s'il faut saluer les progrès de la réconciliation nationale dans ce dernier pays. Encore faut-il préciser que la violence politique n'est ni une spécificité africaine, ni une malédiction céleste. Seule la pacification démocratique peut permettre l'existence d'une société de liberté et de progrès. Les Occidentaux en général et les Français en particulier l'ont compris. Faute d'avoir réalisé ce principe, notre Afrique est à feu et à sang. D'un autre côté, une autre forme de violence passive, comme par exemple au Gabon qui n'a pas connu de guerre, faite de corruption, de tyrannie, d'Etat policier, de Justice inexistante, etc. et donc de misère exponentielle menace généralement de façon indirecte, des millions d'hommes, de femmes et d'enfants en détruisant les communautés villageoises ou citadines. Les pandémies du SIDA et du paludisme détruisent les jeunesses africaines. Poussée par tous ces fléaux devant lesquels nos gouvernants ne semblent pas à la hauteur, l'Afrique Noire, mais singulièrement l'Afrique francophone, recule sur tous les fronts, y compris celui de l'intelligence. Les cadres africains (médecins, ingénieurs, juristes, économistes, chimistes, mathématiciens, physiciens, linguistes, philosophes, historiens, etc.), sont soit mal utilisés, soit au chômage, soit expatriés dans les pays occidentaux.

Si bien que, réduits en poussière par cette désorganisation des sociétés africaines, ces savoirs conquis à l'école occidentale, sont laissés en friche et ne représentent que des morceaux de bravoure personnelle n'ayant aucun impact direct sur le destin collectif des peuples africains. Se rejoignent dans la même galère, les rares entrepreneurs africains dignes de ce nom, ligotés par une législation inadaptée, et la classe moyenne, presque totalement composée de fonctionnaires, qui se trouve ruinée par la banque route de la fonction publique et des entreprises d'Etat. Les entrepreneurs les plus performants ont devant eux un choix simple : soit faire faillite, soit s'appuyer sur la tyrannie pour faire prospérer leurs affaires, soit encore s'enfermer dans l'économie informelle.

Et pourtant l'Afrique possède d'immenses richesses naturelles et humaines qui ne sont pas encore mises en valeur. Avec une superficie de plus de 30 millions de km<sup>2</sup>, y compris les îles, et une population de presque 700 millions d'habitants dont plus de la moitié sont des jeunes de moins de 25 ans, l'Afrique pourrait jouer dans la cour des grands au XXI<sup>e</sup> siècle. Au point de vue ressources naturelles et agricoles, l'Afrique est bien nantie : bien sûr pétrole, cuivre, cobalt, diamant, or, fer, étain, manganèse, chrome, nickel, plomb, uranium, bauxite, bois, cacao, café, arachide, banane, coton, etc. Les produits vivriers peuvent être échangés presque partout notamment le riz, le maïs, le mil, le sorgho, le manioc, l'igname, etc. En dehors la zone désertique (1/3 du continent), l'Afrique Noire ne cultive que 27 % de ses 643 millions d'hectares de terre arable et produit à peine 1% de sa production maximale. Précisons comment sera vaincu le KO organisationnel qui anéantit les potentialités naturelles et humaines des africains : Il faut se rendre à l'évidence, la crise générale de notre Continent est due à des insuffisances humaines, notamment celles des gouvernants. Par delà la responsabilité coloniale, nos problèmes sont le fruit de l'aveuglement politique des élites dirigeantes civiles et militaires qui ont tué l'Etat ou ce qui en tenait lieu, par leur mauvaise gestion, par la corruption, la destruction des services publics, l'absence d'invention d'un Etat adapté à la société, etc. Le monde a changé. Non seulement l'âge des « dieux vivants » : les « Pères de la Nation », les « Guides Eclairés », les « Grands Camarades », « Présidents-Fondateurs » et autres « Maréchal-Empereur », est terminée, mais surtout l'heure des choix difficiles a de nouveau sonnée pour les africains. Crise financière mondiale oblige, raréfactions à venir des matières premières et

désastres écologiques, les repères manquent pour s'orienter avec certitude en ces instants de déclin qui précèdent la fin d'un temps et la naissance d'un monde nouveau. Qu'à cela ne tienne, c'est en plein cœur de cette « apocalypse » que des ruptures et des recompositions générales des forces sociales se sont mises en marche et que l'idée d'une renaissance africaine s'est imposée. Cette renaissance est nécessaire à la marche du monde et ce dernier doit nous aider à réussir cette mutation avant qu'il ne soit trop tard pour nous tous. L'irruption de la Société Civile sur la scène politique en Afrique est une lueur dans cette longue nuit de la malédiction « nègre ».

L'Afrique est dans les chaînes depuis la nuit des temps, le moment est venu de la libérer car les Africains sont aussi des Hommes. Il nous faut ici reconnaître la faillite de l'Etat issu de l'Indépendance et la crise de l'Etat-Nation. Toutes les crises africaines, et particulièrement en Afrique francophone, appellent l'invention d'un nouveau modèle d'Etat et de Société Civile inspirés sans doute des traditions africaines mais respectant les standards internationaux. Ce qui est en cause, c'est la capacité d'invention politique des Africains qui sont mis au défi d'imaginer une tension équilibrée entre la reconnaissance nécessaire au plan politique de la diversité ethnique, et la construction d'une société politique fondée sur un nouveau pacte républicain, s'imposant et aux citoyens et aux communautés ethniques. Il nous faut refonder le pluralisme ethnique comme étant un phénomène positif, le socle d'un authentique modèle de l'Etat de Droit, d'une Société Civile démocratique et multiculturelle. Il faut souligner combien cette faillite des Etats issus des Indépendances traduit une crise de sens, de direction et de projet de société. Mais en réalité, la cause principale de la débâcle de nos pays est le non respect par les gouvernants des valeurs fondamentales d'une société de liberté :

- l'Etat n'est à personne mais au service de tous,
- les richesses d'un pays, c'est-à-dire la part que nous revient de l'économie capitaliste, appartiennent aux citoyens du pays et non à une personne ou un clan.
- Chaque citoyen est libre de s'exprimer comme il l'entend et de participer à l'édification de l'Etat.
- La solidarité nationale envers les plus démunis est un devoir sacré.

Refuser ces valeurs communes et négliger les standards internationaux, c'est tomber dans le piège d'une démocratisation de façade qui ruine l'espérance du changement et étouffe dans l'oeuf les conditions de mutation nécessaires de la machine étatique. La preuve en a été faite au Gabon par exemple, et je suppose au Congo également, pour ne pas dire dans toute l'Afrique centrale qui peine à construire un véritable processus d'intégration sous-régional : aucune nouvelle figure de l'Etat ou de la Nation n'a émergé de l'espace politique depuis des décennies. La prétendue construction de l'Etat de Droit, dont nous « bassine » d'ailleurs un certain ministre gabonais de l'Intérieur, a été un leurre. Les Conférences Nationales et autres forum démocratiques se sont contentés d'être des lieux de fondation sans projet de construction. Comment s'étonner alors du désintéressement des peuples africains de ce processus ? Le Règne du Parti unique, parfois déguisé, a évacué de la Loi les Droits de l'Homme et du Citoyen, pourtant proclamés dans nos Constitutions. La fin du XXe siècle a vu le massacre de l'Etat et de la Loi, via le despotisme des Présidents à vie.

Sur le projet des Etats-Unis d'Afrique lancé par le Président Libyen, Monsieur Kadhafi, le problème est que cette Union Africaine prend prétexte de la faillite de nos Etats après les Indépendances pour construire sans aucun critère ni exigence, une Afrique-Puissance. Ce projet occulte la primauté de construire à l'échelle locale un authentique Etat Africain qui porte des valeurs démocratiques et de développement durable. L'Union Africaine risque d'être une coquille vide pour longtemps. Le volontarisme de nos Présidents pour construire à la va-vite l'Union Africaine montre qu'ils n'ont tiré aucune leçon de l'échec panafricain de Mkrumah, premier Président du Ghana. Un Etat dictatorial qui ignore ses communautés ethniques et ses citoyens ne peut pas rassembler au niveau continental des Peuples et des Citoyens d'Etat voisins pour forger un destin commun. Le Président Mkrumah l'a appris à ses dépens, en dépit de la pertinence de ses idées d'union économique, de défenses et de politique étrangère communes du Continent. Vu sous cet angle l'Union Africaine et le Processus d'intégration régionale ne sont réalisables qu'à certaines conditions :

- Une nouvelle gouvernance respectant les standards internationaux et modernes,
- La mise en place d'Etats multiethniques où l'on apprend à vivre ensemble et où l'éducation est au centre de la formation du citoyen,
- Criminaliser la mauvaise gouvernance,
- Mettre en place des critères de convergence des politiques de chaque pays,
- S'imposer comme en Europe des chapitres de négociations pour avoir le droit d'intégrer un ensemble régional. Il faudrait pour cela que, comme en Europe avec la France et l'Allemagne, des pays qui ont des modèles d'Etat suffisamment solides s'entendent pour créer une dynamique à laquelle d'autres vont d'agréger.

Rien ne sera possible sans la fin de la corruption, le partage des richesses, la solidarité nationale, la responsabilité de chaque citoyen, le partenariat privilégié avec des pays libres. L'Europe et l'Afrique ne partagent pas que des fuseaux

horaires. Nous avons une Histoire commune, douloureuse mais commune, et cela compte. Que les pays européens nous aident à bâtir des pays forts et solides pour aller vers plus d'intégration africaine. Ils ont beaucoup à gagner à une normalisation de l'Afrique. C'est l'intérêt des populations africaines, c'est l'intérêt des milieux d'affaire. La vérité, c'est que tous les êtres humains sont frères. Il faut cesser de considérer que la couleur de l'Homme africain justifie que la communauté internationale l'abandonne entre les mains de leaders dépassés par l'accélération de l'Histoire. En conclusion, je veux dire deux choses spécifiques au Peuple Gabonais : - Les idées que nous avons défendues depuis des mois au nom de la Société Civile Gabonaise ont désormais besoin d'être représentées sur le plan politique. En conséquence je considère que contrairement à ce qu'affirme régulièrement un certain Ministre de l'Intérieur dans notre pays, nous avons la vocation de participer au débat public et de proposer une nouvelle voie au pays. Devant le verrouillage politique qui a été mis en place au Gabon, l'achat des consciences permanent et la corruption, je dis aux gabonais, dans cette enceinte sacrée, qu'ils pourront compter sur moi dans les temps à venir.

Je ne suis manipulé par personne, je me suis levé au nom de mes convictions et en vertu des valeurs que m'ont données mes éducateurs. J'ai l'intention de défendre notre pays sans arme, sans violence, sans haine. Je m'appuierai toujours sur les moyens du droit, de la Justice et de l'intelligence pour montrer au monde et à notre peuple d'autres chemins susceptibles de favoriser une évolution positive du Continent Africain. Je suis un non-violent persécuté comme d'autres gabonais par un pouvoir violent. Je ne céderai jamais devant les menaces et les intimidations. Nous n'accepterons aucunement d'entrer dans des jeux politiques de bas étage au vu des enjeux historiques qui sont face au Peuple Gabonais. Je refuserai toujours tous les projets de succession dynastique parce que nous sommes une République. Il est normal de s'opposer aux tentatives de détournement de la Constitution Gabonaise ou à un quelconque coup de force.

Je demande au Peuple Gabonais de ne pas céder à la tentation de la violence, de la xénophobie, du tribalisme, bref de la haine de l'autre au prétexte qu'untel désire le pouvoir. Les ambitions politiques sont légitimes et nullement dégradantes, j'assume parfaitement ma propre ambition si demain je suis appelé à servir mon Peuple, mais ce ne sera jamais pour l'amour de l'argent, des postes, et certainement pas pour sacrifier l'honneur et le bien-être des citoyens de notre pays. Chacun se souvient qu'en janvier 2009, sur tous les médias gabonais, l'actuel ministre gabonais de l'Intérieur, en se moquant de Moabi, le village de mes ancêtres, m'avait mis au défi de créer un parti politique pour défendre mes idées.

J'ai donc le plaisir de lui annoncer la constitution dans les prochains jours d'une Alliance politique parfaitement légale au Gabon qui a choisi de défendre nos idées. Dans quelques jours, courant juin, nous organiserons une conférence de presse à Libreville et à Paris pour présenter cette Plate-forme au Peuple Gabonais. Je ne doute pas un instant que les Gabonais adhéreront massivement à cette structure dès qu'elle sera rendue publique. Notre objectif bien évidemment sera de défendre l'idée d'une nouvelle gouvernance en Afrique et nous tendrons la main non seulement à tous les exilés politiques gabonais mais aussi à l'ensemble des forces sociales, morales et politiques de notre pays. Notre souhait le plus absolu est que la campagne contre la corruption que nous animons initie une forme de Glasnost à l'Africaine, c'est à dire une transparence qui permettra à la Liberté de s'imposer dans l'ensemble de l'Afrique comme elle s'est imposée en Europe de l'Est. C'est à mon sens la condition d'une réelle unification de l'Afrique et d'une parfaite intégration régionale.